

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



LA RAISON D'ÊTRE DES FORCES CANADIENNES SUITE À L'AFGHANISTAN : LA FIN DU MYTHE DES CASQUES BLEUS

Major Erick Simoneau

JCSP 34

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2008.

PCEMI 34

Maîtrise en études de la défense

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2008.

CANADIAN FORCES COLLEGE — COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 34 — PCEMI 34

2007-2008

MDS RESEARCH PROJECT — PROJET DE RECHERCHE DE LA MÉD

**LA RAISON D'ÊTRE DES FORCES CANADIENNES
SUITE À L'AFGHANISTAN :
LA FIN DU MYTHE DES CASQUES BLEUS**

Par Major Erick Simoneau

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfillment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defense. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defense.

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

ABSTRACT

Le retour de dépouilles en provenance de l'Afghanistan suscite un questionnement au sein de la population canadienne quant au rôle de leurs forces en appui à la politique internationale du Canada. La mission à Kandahar met effectivement à rude épreuve la conviction populaire voulant que le mandat des soldats canadiens soit celui d'être des casques bleus. Or, l'auteur de ce mémoire soutiendra que cette croyance est erronée, d'où la notion de mythe qu'il lui accolera. Il en attribuera la cause à l'absence d'une stratégie nationale officielle, s'œuvrant à synchroniser les efforts et les objectifs du Canada à l'étranger. Il est estimé que cette insuffisance rend actuellement l'orchestration des initiatives du Canada sur la scène mondiale, difficile et ambiguë. Donc, cette conjoncture permet non seulement l'existence du mythe, mais embrouille la compréhension de la population face aux intérêts réels du Canada sur la scène mondiale. Dans leur perspective, il n'y a pas lieu de croire que le rôle des Forces canadiennes n'est pas celui d'être une force de casques bleus. L'auteur en déduira que la création d'une nouvelle agence fédérale qui veillerait à l'élaboration et la mise en application d'une stratégie internationale soit nécessaire. Ce mémoire proposera qu'elle devrait se voir octroyer le mandat d'intégrer les actions pangouvernementales de façon ouverte et officielle. L'auteur estime que cette approche serait non seulement rassembleuse, mais qu'elle permettrait également l'épanouissement d'un Canada fier et influent au sein d'un environnement international en constante évolution.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	i
INTRODUCTION	1
Contexte	1
Thèse et arguments principaux	3
Méthodologie	3
Contribution du mémoire	4
CHAPITRE I. LE MYTHE DES CASQUES BLEUS	6
1.1 Politiques de défense: la documentation officielle	6
1.1.1 Le Livre blanc 1994	6
1.1.2 L'Énoncé de la défense 2005	7
1.1.3 Les budgets 2001-2007	8
1.2 Missions des FC à l'étranger: les faits	11
1.2.1 La crise du Canal de Suez (1956)	12
1.2.2 Chypre	14
1.2.3 Les Balkans (Bosnie et Kosovo)	16
1.3 Message véhiculé: la rhétorique	19
1.4 Sommaire	22
CHAPITRE II. LA CAUSE DU MYTHE	25
2.1 La notion de « stratégie nationale »	25
2.2 Politique internationale du Canada	26
2.2.1 Fondements conceptuels	26
2.2.2 Les documents de politique internationale du Canada	28
2.2.3. Les intérêts nationaux	35
2.3 Le peuple canadien	37
2.3.1 La perception d'une menace sur le Canada	38
2.3.2 Le concept de puissance moyenne	39
2.3.3 Les valeurs canadiennes	41
2.3.4 L'incidences des aspects d'identité nationale	43
2.4 Sommaire	45
CHAPITRE III. RECOMMANDATION	47
3.1 Les écoles de pensée	47
3.1.1 L'école Canada 21	47
3.1.2 L'école des forces expéditionnaires	49
3.1.3 L'école hybride	51
3.1.4 Les points communs aux trois écoles de pensée	53
3.2 Une stratégie internationale pour le Canada	53
3.2.1 Les compromis découlant des contraintes d'identité nationale	54
3.2.2. Orientations stratégiques	56
3.2.3 Les institutions nécessaires	60
3.3 L'envers de la médaille	63
3.4 Sommaire	64
CONCLUSION	65
BIBLIOGRAPHIE	68

LA RAISON D'ÊTRE DES FORCES CANADIENNES SUITE À L'AFGHANISTAN : LA FIN DU MYTHE DES CASQUES BLEUS

INTRODUCTION

"Many Canadians believe that Canada and the Canadian Forces are, always have been, and will be involved mainly in conflict-free peacekeeping operations"¹

Contexte

On dit que les missions du maintien de la paix sont au Canada ce que les opérations de combat sont aux États-Unis. Les Canadiens en sont d'ailleurs très fiers. Au cours des dernières décennies, cette idée ne fut jamais vraiment contestée. Au fil du temps, elle s'est profondément enracinée dans les croyances populaires. Le 50^{ième} anniversaire du prix Nobel de Lester B. Pearson rappela à tous avec quelle détermination le Canada s'y est consacré depuis 1956. Mais voilà que la mission en Afghanistan semble rompre avec cette noble tradition. Une incompréhension de plus en plus manifeste se fait sentir au sein de la population due au nombre sans cesse croissant de dépouilles de soldats canadiens revenant au pays. Cette mission dérange de plus en plus. On lui reproche un caractère trop interventionniste, trop offensif ou tout simplement de faire partie de la Guerre "américaine" contre le terrorisme. Bref, il s'agit d'une guerre à laquelle le Canada ne devrait pas participer. En fait, une bonne partie de la population canadienne estime que le rôle des Forces canadiennes (FC) soit celui d'être une force du maintien de la paix, et non pas d'être une force interventionniste². Dans l'esprit populaire, cette opération ne cadre tout simplement pas avec les traditionnelles missions des FC, celles qui ont fait du Canada le champion mondial du maintien de la paix. La mission en

¹ Douglas Bland, "Finding a Defence Policy: The Never-Ending Dynamic", extrait de *Campaigns for International Security: Canada's Defence Policy at the turn of the Century* (Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 2004), p.51.

² Un sondage effectué par Angus Reid's Canada identifiait que "The role of blue-helmeted Canadian peacekeepers is viewed as "essential" by 87 per cent of Canadians", Maclean's.ca, "Canada's international reputation is riding high", <http://www.newswire.ca/en/releases/archive/November2006/09/c2439.html>; Internet; consulté le 18 janvier 2008.

Afghanistan met donc à rude épreuve la conviction populaire voulant que le rôle des FC soit celui d'être une force de casques bleus. Peu de citoyens y sont indifférents³.

Cette incompréhension est également vérifiable au sein même du ministère de la Défense nationale. Ce mémoire en doit d'ailleurs la première partie de son titre à un de ses directorats *La raison d'être des Forces canadiennes suite à l'Afghanistan*. Cette formulation insinue d'abord que l'Afghanistan marque un changement important dans le rôle des FC, puis suggère de déterminer ce qu'il devrait être à l'avenir. Pourtant, le mandat officiel des FC est demeuré inchangé depuis au moins le Livre blanc de 1994. Pour cette raison, certains universitaires et spécialistes en relations internationales accoleront à ces perceptions divergentes, la notion de mythe. Ce mémoire s'y référera sous l'appellation du "mythe des casques bleus"⁴.

La documentation à son sujet est abondante. Il existe d'ailleurs trois écoles de pensée quant au rôle que devrait jouer les FC dans le meilleur intérêt du pays. Aux antipodes se trouvent celles que nous baptiserons les écoles du "Canada 21" et des "forces expéditionnaires". Une troisième approche, moins bien définie mais tout-de-même digne d'intérêt, sera étiquetée l'approche "hybride". L'approche Canada 21 est fondée sur les prémisses d'une sécurité commune et sur la volonté d'exporter les valeurs canadiennes au service d'un monde meilleur. Les auteurs que l'on peut y associer sont: le Conseil Canada 21 (*Le Canada et la sécurité commune au XXI^e siècle*, 1994), Walter Dorn (*Peacekeeping: Then, Now and Always*, 2006) et Scott Taylor (*Tested Mettle*, 1998). La deuxième école, celle des forces expéditionnaires, prône un rôle plus robuste qui serait celui de mener des opérations de combat au service des intérêts nationaux du Canada. Ses défenseurs sont Andrew Cohen (*While Canada Slept*, 2004), Jack Granatstein (*Whose War is it*, 2007), Doug Bland (*Everything Military Officers Need To Know About Defence Policy-Making In Canada*, 2000) et Sean M. Maloney (*Pourquoi perpétuer le mythe?*,

³ Un sondage tenu le 14 janvier 2008 par le Strategic Counsel identifiait que 42% des Canadiens appuyaient la mission en Afghanistan comparativement à 51% qui ne l'appuyait pas. À titre informatif, ces proportions passaient à 29% et 70% respectivement au Québec. The Strategic Counsel, "A Report to the Globe and Mail and CTV: Economy, Leader Positives/Negatives, Afghanistan, Carbon Tax – January 14, 2008", http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf; Internet; consulté le 15 janvier 2008, p. 22.

⁴ Malgré que son appellation puisse suggérer un lien exclusif aux missions des Nations Unies, l'ouvrage l'utilisera dans un sens plus large englobant tous les missions "autres que la guerre".

2007). La troisième et dernière approche se veut un hybride de celle du maintien de la paix. Au centre du débat, ses auteurs sont Jean-François Lévesque (*A Responsible Global Citizen? Canadian Contributions*, 2007) et Lane Anker (*Le maintien de la paix et l'opinion publique*, 2005) qui prônent que la raison d'être des FC est, et doit rester, les opérations du maintien de la paix, mais qui suggèrent que celles-ci ont "évolué" vers des opérations plus robustes.

Thèse et arguments principaux

Comme il peut être constaté, il existe de nombreux auteurs qui croient que la politique canadienne devrait tendre vers un idéal selon lequel les FC existeraient principalement pour deux raisons: protéger la souveraineté du territoire canadien et effectuer des missions de maintien de la paix au service de l'ONU ou de l'OTAN. Toutefois ces auteurs ne font pas l'unanimité. En fait, il est tout à fait normal qu'il existe diverses opinions sur un tel sujet. Ce genre de débat est même souhaitable au sein d'une nation démocratique. L'objectif de ce travail ne sera donc pas de contribuer à ce que Sean Maloney a qualifié de "débat stérile"⁵, mais plutôt d'en découvrir la cause. Pour en guider l'analyse, ce mémoire tentera de répondre à la question suivante: Est-ce que le mythe des casques bleus existe bel et bien au Canada, et dans l'affirmative, qu'elle en est la cause et les solutions envisageables? Ce mémoire soutiendra que c'est l'absence d'une stratégie nationale en appui à la politique internationale canadienne qui entretient le mythe des casques bleus.

Méthodologie

Pour soutenir cette thèse, la démarche visera premièrement à établir l'existence du mythe. Ce chapitre scrutera d'abord les documents et les discours officiels à la recherche du mandat réel des FC. Par la suite, l'analyse comparera ce rôle aux missions des FC depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ce faisant, la discussion identifiera l'existence de certaines contradictions entre les politiques officielles, la rhétorique gouvernementale et

⁵ Sean M. Maloney, "Pourquoi Perpétuer le mythe?", *Revue militaire canadienne*, Vol. 8, no. 1 (printemps 2007), p.102.

l'emploi des FC. Ces écarts révéleront non seulement l'existence du mythe, mais plus important encore, un certain degré de contrainte dans l'application de la politique internationale canadienne. Le deuxième chapitre du mémoire tentera de cerner la cause de cette situation. À cette fin, l'analyse se poursuivra avec l'examen des politiques canadiennes à la recherche d'une stratégie internationale. Une seconde étape examinera certaines caractéristiques de l'identité canadienne à la recherche de possibles contraintes pouvant affecter l'existence ou l'élaboration d'une telle stratégie. Il y sera traité de l'identité, des valeurs et des intérêts fondamentaux des Canadiens, des liens économiques avec les États-Unis, de l'importance d'un monde stable pour le Canada et de son influence sur la scène mondiale. Finalement, le troisième et dernier chapitre de ce mémoire offrira une étude des trois écoles de pensée mentionnées plus haut. L'accent portera sur la compréhension du vide stratégique qu'elles tentent de combler et certains concepts qu'elles ont en commun. Puis, l'auteur offrira une réflexion sur les étapes et considérations nécessaires afin de formuler une stratégie internationale, toujours dans le but d'atténuer le mythe des casques bleus.

Contribution du mémoire

L'apport de ce mémoire est de deux ordres. Il est premièrement souhaité qu'il contribuera à relancer le débat sur les causes qui animent le mythe des casques bleus. Ce nouveau débat pourrait ainsi contribuer à la formulation de recommandations nécessaires pour remédier à ces causes. Il est aussi espéré que cet exercice puisse susciter une réflexion sur la place du Canada dans le monde et du rôle des FC dans cette quête. Il en va de la crédibilité et la légitimité du corps des officiers militaires canadiens qu'il en soit ainsi. La situation qui prévaut actuellement semble suggérer que l'état-major des FC soutienne une position contraire à celle souhaitée par les élus et des citoyens de ce pays⁶. Cette conjoncture serait tout-à-fait à l'encontre du principe démocratique fondamental exigeant que les forces armées d'une nation doivent y être assujetties. D'où tout le paradoxe qui entoure ce mythe et l'importance d'y remédier. Deuxièmement, ce mémoire

⁶ Janice Gross Stein et Eugene Lang, *The Unexpected War: Canada In Kandahar* (Toronto, ON: Viking Canada, 2007), p.261.

répondra à une requête du Directeur analyse de la sécurité future (DASF)⁷. Ce groupe cherche à mieux cerner ce que sera la raison d'être des FC suite à l'Afghanistan. Essayant de prévoir les capacités opérationnelles qui seront nécessaires dans l'avenir, ses membres furent quelque peu surpris par le besoin soudain en équipement coûteux et non-planifié que la mission en Afghanistan entraîna. Nombre de ces systèmes, qui n'étaient même plus requis dans l'optique d'un futur voué au maintien de la paix, le sont subitement redevenus. Au nombre de ces systèmes, figurent notamment les nouveaux chars blindés *Léopard II* et des pièces d'artillerie *M777*, deux capacités qui étaient en déclin sur plan opérationnel avant l'Afghanistan. Dans le but d'éviter que de tels revirements imprévus se produisent dans l'avenir, ce travail cherchera donc à mieux définir ce qu'est la raison d'être des FC en tentant d'éliminer tout mythe qui pourrait s'y rattacher.

Généralités

Avant de poursuivre, il s'avère toutefois important de faire deux précisions. Premièrement, définissons ce qu'est un mythe. Selon le dictionnaire Le Robert, un mythe est "une représentation de faits ou de personnages réels déformés ou amplifiés par la tradition"⁸. Puisque le mythe repose sur la réalité, il ne sera donc pas considéré comme une erreur de compréhension aux fins de ce mémoire, mais plutôt comme une croyance populaire découlant d'une altération de la réalité sous l'influence de la tradition. Ainsi, l'erreur découlerait d'une compréhension erronée de la réalité et le mythe d'une représentation déformée de cette même réalité, commune à une grande partie d'une population qui n'aurait pas directement accès aux faits.

La deuxième précision a trait aux citations qui se trouvent dans ce mémoire. Par souci de clarté, l'auteur a jugé bon de les traduire librement de l'anglais au français. Pour savoir si une référence fut traduite, il ne suffira que de vérifier le titre de l'ouvrage, car la langue d'origine en fut préservée dans tous les cas.

⁷ Ms Heide, "Symposium sur la recherche des sujets de MDS" (Conférence, Collège des Forces canadiennes, Toronto, ON, 10 septembre 2007).

⁸ Le Robert Micro, 3^e éd, au mot "mythe". Emphase mise par l'auteur sur le mot "réels".

CHAPITRE I. LE MYTHE DES CASQUES BLEUS

Le mythe des casques bleus n'en est un que pour ceux qui approuvent le rôle actuel des FC en Afghanistan. En fait, bien peu de gens contestait les missions dont les FC prenaient part avant celle de l'Afghanistan. Cette notion de mythe était donc quasi inexistante avant les événements du 11 septembre 2001. À preuve, la plupart des articles de l'école des forces expéditionnaires furent rédigés après les attaques terroristes de 2001. Il régnait donc un équilibre entre les attentes de la population et les engagements internationaux du Canada avant cette date charnière. Était-ce par complaisance, par manque d'intérêt ou tout simplement parce que rien ne justifiait d'en croire autrement? En fait, ce chapitre démontrera que tous ces éléments y ont effectivement contribué. Ce qui rend l'observation initiale peu banale, c'est qu'à l'heure actuelle, la documentation s'intéresse peu à comprendre les origines profondes du mythe, mais s'en sert plutôt superficiellement dans le but de justifier la mission en Afghanistan. Il ne semble pas y avoir de débat réel autour de ce mythe. Cette partie du travail est néanmoins essentielle dans l'optique qu'il faut initialement prouver l'existence du mythe avant d'en trouver la cause et de finalement pouvoir débattre de façon éclairée sur le rôle des FC et la politique internationale du Canada.

Donc, pour parvenir à démontrer l'existence du mythe des casques bleus, ce chapitre effectuera une analyse comparative entre ce qui est écrit, fait et dit. L'analyse portera ainsi sur les politiques de défense, les interventions militaires du Canada sur la scène internationale et le message qui est véhiculé. La première section se consacrera à démontrer le rôle officiel des FC basé sur les documents officiels.

1.1 Politiques de défense: la documentation officielle

1.1.1 Le Livre blanc 1994

Puisque le mythe des casques bleus relève de la guerre en Afghanistan, l'analyse se limitera aux documents récents. Le premier document porté à l'étude sera le *Livre blanc sur la défense* de 1994. Le mandat des FC y est clairement décrit. Elles doivent pouvoir combattre efficacement sur la totalité de la gamme des conflits possibles. L'extrait suivant le démontre bien.

Il faut au Canada des forces armées en mesure de combattre contre un ennemi puissant, côte à côte avec les forces modernes de nos alliés et des pays dont nous partageons les valeurs. Cela implique une force capable de se battre aux côtés des meilleurs, contre les meilleurs⁹.

De prime abord, cet énoncé confirme le rôle de combat qu'il attribue aux FC. Ce mandat semble effectivement refléter une volonté de pouvoir offrir un apport militaire crédible afin de subvenir aux défis en matière de sécurité sur la scène internationale. En fait, l'option de réduire les FC en une force de maintien de la paix fut tout-de-même considérée et rejetée;

Le gouvernement a conclu qu'il y va de l'intérêt national de maintenir des forces polyvalentes et aptes au combat. Ce n'est qu'à condition de disposer de telles forces, que notre pays pourra faire preuve de la souplesse et de la latitude nécessaires pour défendre ses intérêts et projeter ses valeurs à l'étranger. En outre, ces capacités de combat essentielles sont d'une importance capitale lorsqu'il s'agit de produire, au besoin, des forces plus nombreuses. Le gouvernement considère donc que, tant du point de vue de la promotion de nos valeurs que de la protection de nos intérêts, de l'offre de garanties contre l'incertitude, voire de l'optimisation du rendement des deniers publics, investir dans des forces de quasi-gendarmerie ne se justifie guère¹⁰.

Le rôle officiel des FC est donc d'être apte au combat et de pouvoir opérer sur la totalité de la gamme des conflits armés possibles. Il est maintenant opportun de vérifier si ce rôle a changé depuis.

1.1.2 L'Énoncé de la défense 2005

L'énoncé de la politique de défense qui se trouve dans le document de la politique internationale intitulé *Fierté et influence: notre rôle dans le monde*, est le plus récent document régissant le mandat des FC. Cet énoncé, élaboré sous le gouvernement Martin en 2005, met l'accent sur "un changement et l'adoption d'une vision audacieuse qui permettra aux Forces canadiennes d'intervenir compte tenu du climat mondial de plus en

⁹ Ministère de la Défense nationale, *Le Livre blanc sur la Défense de 1994* (Ottawa, ON: Groupe Communication Canada, 1994) [revue en ligne]; accessible à <http://www.forces.gc.ca/admpol/content.asp?id={D5385C59-1660-4E38-8C3B-684158B534CB}&lang=2>; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

¹⁰ *Ibid*, para 4.

plus incertain"¹¹. Cette vision est qualifiée d'audacieuse du fait qu'elle ravive une terminologie oubliée depuis l'ère St-Laurent: l'interventionnisme¹². Dans ce document, le gouvernement mentionne qu'il "[...] reconnaît également l'importance de faire face aux menaces pour notre sécurité aussi loin des frontières que possible, où que ces menaces surgissent. En fait, la sécurité au Canada commence par la stabilité à l'étranger"¹³. Pour y arriver, "un changement" était effectivement nécessaire. Cette notion de pouvoir préserver la sécurité de façon efficace et proactive sous-entend la création d'une force opérationnelle expéditionnaire¹⁴. Cette vision requiert également la capacité d'entreprendre un large éventail d'opérations allant jusqu'aux opérations de combat comme celles du Kosovo ou de l'Afghanistan¹⁵.

Le mandat des FC est donc clair. Elles se doivent d'être apte au combat et de pouvoir projeter cette puissance si la sécurité du Canada en dépend. Il est toutefois important de noter que les documents qui viennent d'être examinés ne sont pas rédigés avec la venue de chaque nouveau gouvernement. Certaines nuances dans leur application réelle peuvent donc subsister. L'étude des documents officiels continuera donc sur l'examen des budgets fédéraux afin de vérifier une corrélation entre ce mandat et les ressources attribuées.

1.1.3 Les budgets 2001-2007

¹¹ Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de la Défense 2005* [revue en ligne]; accessible à http://www.forces.gc.ca/site/reports/dps/pdf/dps_f.pdf; Internet; consulté le 21 novembre 2007, p. 2.

¹² Norman Hillmer et J.L. Granatstein, *Empire to Umpire*, 2e éd. (Toronto: Nelson, 2008), p. 162.

¹³ Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de la Défense 2005* [revue en ligne]; accessible à http://www.forces.gc.ca/site/reports/dps/pdf/dps_f.pdf; Internet; consulté le 21 novembre 2007, p. 3.

¹⁴ "Les [FC] axeront leurs capacités d'expédition sur les opérations dans ces États et joueront notamment un rôle de premier plan lorsque le Canada sera en mesure de le faire et que cela sera dans son intérêt. Dans ces milieux exigeants et complexes, où les civils se mêlent aux forces amies, neutres et adverses, souvent en région urbaine, les militaires canadiens doivent être prêts à exécuter différentes missions simultanément - aide humanitaire, opérations de stabilisation et combat". Ministère de la Défense nationale. *Énoncé de la Défense 2005* [revue en ligne]; accessible à http://www.forces.gc.ca/site/reports/dps/pdf/dps_f.pdf; Internet; consulté le 21 novembre 2007, p. 3.

¹⁵ Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de la Défense 2005* [revue en ligne]; accessible à http://www.forces.gc.ca/site/reports/dps/pdf/dps_f.pdf; Internet; consulté le 21 novembre 2007, p. 31.

Il est généralement reconnu que les FC furent laissées pour compte au cours des années 1990. Cette période fut même qualifiée par le chef de l'état-major de la Défense nationale, le général Rick Hillier, de "decade of darkness"¹⁶. L'étude de cette période aidera vraisemblablement à déterminer un des facteurs qui a pu contribuer à l'émergence du mythe des casques bleus. Toutefois, cette section ne s'y attardera pas puisqu'il fut convenu que le mythe n'est apparu que depuis la guerre en Afghanistan. Ainsi, l'analyse de l'impact de cette période sur le mythe sera donc reportée au chapitre 2 de ce mémoire alors qu'il y sera traité des causes du mythe. L'analyse portera donc sur les budgets de 2001 jusqu'à 2007. Au cours de cette période, trois gouvernements, dont deux minoritaires, issus de deux partis différents, se sont succédés au pouvoir. Cette période sera donc très révélatrice pour connaître si les FC se virent octroyer les ressources nécessaires pour remplir leur mandat tel qu'il vient d'être défini.

Le *Budget 2001*, déposé le 10 décembre 2001, apporta une allocation supplémentaire de 1,2 milliard de dollars sur cinq ans à la Défense¹⁷. Ces nouveaux crédits étaient toutefois en grande partie dédiés à la lutte anti-terroriste. Les capacités conventionnelles de combat n'en verraient donc pas les effets. Le vrai frein dans l'érosion des capacités opérationnelles des FC survint avec le *Budget 2003*. Ce budget, le dernier du gouvernement Chrétien, réajusta à la hausse l'enveloppe de base des FC de 800 millions annuellement¹⁸. Le but de cette hausse visait justement "à combler les lacunes faisant obstacle à la viabilité des forces militaires, ainsi qu'à [les] stabiliser [...]"¹⁹. Le gouvernement Chrétien venait tout de même de démontrer son sérieux face au rôle des FC. C'est toutefois en 2004 que les FC commencèrent à recevoir les fonds nécessaires pour réellement pouvoir espérer remplir leur mandat tel que défini par le *Livre blanc de 1994*. Ce budget, le premier de Paul Martin comme premier ministre, accorda les fonds

¹⁶ General Rick Hillier dans Janice Gross Stein et Eugene Lang, *The Unexpected War: Canada In Kandahar* (Toronto, ON: Viking Canada, 2007), p. 264.

¹⁷ Ministère des finances du Canada, "Budget 2001", <http://www.fin.gc.ca/access/budinfof.html>; Internet, consulté le 18 septembre 2007.

¹⁸ Ministère des finances du Canada, "Budget 2003", <http://www.fin.gc.ca/access/budinfof.html>; Internet, consulté le 18 septembre 2007.

¹⁹ Ministère de la Défense nationale, "Faits saillants de la Défense: Budget 2003", http://www.forces.gc.ca/site/reports/budget03/highlights03_f.asp; Internet; consulté 18 septembre 2007.

souhaités pour remplacer certaines capacités opérationnelles désuètes et pour améliorer la qualité de vie du personnel²⁰. Le gouvernement de Paul Martin supporterait donc lui aussi la politique de défense en vigueur. Puis vint le *Budget 2005*. Ce budget constitua le plus gros investissement dans les FC depuis 1985²¹. Le budget attribuait 13 millions de dollars supplémentaires aux Forces canadiennes sur cinq ans²². Le but était d'augmenter les effectifs, d'améliorer les capacités opérationnelles et de transformer cette organisation de sorte qu'elle devienne plus opérationnelle²³. Ce budget était en fait la première étape de la mise en œuvre de la politique internationale de Paul Martin: *Fierté et influence : notre rôle dans le monde*. Il ne fut toutefois pas réélu. Les Conservateurs à la barre, les budgets de 2006 et de 2007 furent ceux du gouvernement Harper. Les FC se sont vues allouer une somme additionnelle de 5,3 milliard de dollars sur cinq ans pour mettre en œuvre le plan d'acquisition "*Le Canada D'abord*"²⁴. Ce plan visait l'acquisition de quatre C-17 *Globe Master*, d'une flotte de 16 avions de transport tactique CC-130 *Hercules*, d'hélicoptères *Chinook* de transport moyen à lourd, des véhicules logistiques et de trois navires de soutien²⁵. Finalement, le *Budget 2008* devrait annoncer que la nouvelle enveloppe budgétaire de 18 milliards de dollars allouée aux FC, deviendra garantie par une hausse automatique de 2% annuellement²⁶. La passation de gouvernement entre les Libéraux et les Conservateurs n'a donc en rien diminué

²⁰ Ministère de la Défense nationale, "Faits saillants du budget de la Défense 2004", http://www.forces.gc.ca/site/reports/budget04/budget04_f.asp; Internet; consulté 18 septembre 2007.

²¹ Ministère de la Défense nationale, "La Défense et le Budget 2005 – faits saillants", http://www.forces.gc.ca/site/reports/budget05/summ05_f.asp; Internet; consulté 18 septembre 2007.

²² Ministère des finances du Canada, "Budget 2005", <http://www.fin.gc.ca/access/budinfof.html>; Internet, consulté le 18 septembre 2007.

²³ Janice Gross Stein et Eugene Lang, *The Unexpected War: Canada In Kandahar* (Toronto, ON: Viking Canada, 2007), p. 156.

²⁴ Ministère des finances du Canada, "Budget 2007", <http://www.budget.gc.ca/2007/themes/paascf.html>; Internet, consulté le 18 septembre 2007.

²⁵ Ministère de la Défense nationale, "Stratégie d'acquisition de la Défense: Le Canada d'abord", http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1973; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

²⁶ Le Premier ministre Stephen Harper en a fait l'annonce le 21 février dernier, Alexandra Panetta, "Harper annonce une hausse des dépenses militaires", cyberpresse, 21 février 2008 [revue en ligne]; accessible à <http://www.cyberpresse.ca/article/20080221/CPACTUALITES/80221200/1025/CPACTUALITES>; Internet; consulté le 22 février 2008.

l'engagement d'Ottawa envers les FC. Cet engagement fut même croissant tout au long de cette décennie.

En somme, il vient d'être démontré que le rôle des FC, tel que décrit au sein des deux dernières politiques de défense, fut depuis 2001, pleinement supporté par les gouvernements qui se sont succédés. Les budgets lors de cette période redonnent aux Forces les moyens requis pour rencontrer leur mission tel que défini dans les documents d'orientation de 1994 et de 2005. Il relèverait donc de l'erreur, et non du mythe, de croire que leur rôle est uniquement celui d'être une force de casques bleus. Toutefois, bien peu de gens scrutent les documents officiels. Dans l'éventualité où celles-ci auraient été systématiquement employées dans un rôle de maintien de la paix, cette erreur serait compréhensible et l'on pourrait ainsi parler de l'existence d'un mythe. La prochaine section vérifiera donc si les Forces canadiennes furent employées avec une certaine réserve ou sur la totalité des types de missions possibles, incluant les opérations de combat.

1.2 Missions des FC à l'étranger: les faits

Pour que le mythe des casques bleus existe, il se doit d'être basé sur des missions importantes, ayant frappé l'esprit d'un grand nombre de personnes au sein de la population. Dans cette optique, cette section examinera quatre missions opérationnelles majeures entreprises par le Canada depuis la Deuxième Guerre mondiale. Elles seront analysées dans le but d'en découvrir l'intérêt réel du Canada d'y participer. Les missions à l'étude seront le Canal de Suez, Chypre, la Bosnie et le Kosovo. Cet éventail est jugé complet pour trois raisons. Premièrement, il couvre la meilleure partie de la plage de temps entre la Deuxième Guerre mondiale et maintenant. Deuxièmement, il exclut l'Afghanistan. Il doit en être ainsi puisque cette dernière semble vouloir rompre avec la tradition. Troisièmement, il fait appel à différents types de mandats. L'étude débutera donc avec celle qui fit l'orgueil des Canadiens, le Canal de Suez.

1.2.1 La crise du Canal de Suez (1956)

Le Canal de Suez était une possession franco-britannique jusqu'au 26 juillet 1956²⁷. À cette date, le président Nasser d'Égypte ébranla la stabilité et l'ordre mondial en nationalisant ce cours d'eau stratégique. La France et l'Angleterre venant de perdre leurs droits sur ce canal, et Israël étant déjà privé de droit de passage, les trois États décidèrent de former une coalition secrète afin de renverser cette situation²⁸. C'est ainsi que le 29 octobre 1956, Israël, de collusion avec la France et l'Angleterre, attaque l'Égypte²⁹. Puis, le 5 novembre, accourant à la soi-disant "défense du canal", les parachutistes anglais et français débarquent³⁰. Les États-Unis, qui ne furent pas préalablement informés de ces plans, s'opposent à cette invasion. L'URSS, de son côté, supporte ouvertement l'Égypte qui vient de reconnaître la Chine communiste et qui s'est également procuré des chars d'assaut de conception soviétique³¹. De surcroît, l'URSS menace l'usage d'armes nucléaires sur Londres et Paris pour qu'ils retirent leurs forces d'Égypte. L'Inde, le Pakistan et le Ceylan (plus tard le Sri Lanka), trois pays du Commonwealth, s'élèvent aussi contre cette attaque³². Au sein même du Canada, un certain pourcentage de la population reproche au gouvernement de Louis St-Laurent de ne pas s'être rangé derrière l'Angleterre et d'y avoir envoyé des troupes. C'est dans ce contexte que le premier ministre St-Laurent écrit à son homologue britannique, Anthony Eden, en y notant que "cette action pourrait séparer le Commonwealth et, plus important, l'OTAN"³³. Le Canada, dû à un travail d'équipe remarquable dans lequel Lester B.

²⁷ John Melady, *Pearson's Prize: Canada and The Suez Crisis* (Toronto, ON: The Dundurn Group, 2006), p. 37.

²⁸ Norman Hillmer et J.L. Granatstein, *Empire to Umpire*, 2e éd. (Toronto, ON: Nelson, 2008), p. 195.

²⁹ John Melady, *op. cit.*, p. 84.

³⁰ *Ibid*, p. 115.

³¹ Norman Hillmer et J.L. Granatstein, *op. cit.*, p. 192.

³² John Melady, *op. cit.* p. 142.

³³ Sean M. Maloney, *Canada and UN Peacekeeping: Cold War by Other Means, 1945-1970* (St. Catharines, ON: Vanwell, 2002), p. 62.

Pearson joua un rôle prédominant, réussit à obtenir un consensus au sein des nations. Ils avancèrent l'idée d'y déployer une force d'urgence sous l'égide de l'ONU. La contribution du Canada serait d'en assurer le commandement, d'y déployer des avions légers, un escadron de reconnaissance et du personnel administratif. Ce déploiement pris moins d'un mois pour se concrétiser. Un effectif de 1,000 personnes y seraient ainsi déployés sur une période de dix ans³⁴.

Une question se doit néanmoins d'être posée: pourquoi et dans quel but? Certains, comme Eric Wagner, avanceront qu'il en allait de la survie des bonnes relations entre les États-Unis et l'Angleterre³⁵. Nous savons déjà que St-Laurent voyait cette situation d'un bien mauvais œil pour la survie du Commonwealth et de l'OTAN. En fait, ces deux forums étaient très importants pour le Canada puisqu'ils lui offraient la possibilité de se faire entendre et une certaine influence sur la scène mondiale³⁶. Il est toutefois incertain si l'URSS aurait réellement utilisé ses armes nucléaires. Donc, dire que cette intervention empêcha l'éventualité d'une guerre nucléaire relèverait de la spéculation. L'historien Sean Maloney offrira tout de même que ce dénouement, "dans le contexte de la Guerre froide, aura étouffé une victoire de propagande soviétique"³⁷. Il faut aussi réaliser que cette approche fut rassembleuse au sein même du Canada. D'abord, les citoyens qui reprochaient au gouvernement de ne pas avoir supporté l'Angleterre initialement y trouvait leur compte. Puis, pour ceux qui prônaient une approche plus pacifique, celle-ci était celle de prédilection. Dans tous les cas, il en allait des intérêts du Canada d'avoir agit de son propre gré et de cette façon. Ce faisant, le pays venait de perpétuer son approche traditionnelle de la guerre en appliquant un de ses principes, la défense avancée. L'historien Bern Horn définit cette méthode comme étant "l'art de contenir la violence et l'instabilité aussi loin que possible afin d'assurer l'aisance et la sécurité du Canada et de

³⁴ Sean M. Maloney, "In the Service of Forward Security: Peacekeeping, Stabilization, and the Canadian Way of War", extrait de *The Canadian Way of War: Serving the National Interest*, sous la direction de Bernd Horn (Toronto, ON: Dundurn Press, 2006), p. 303.

³⁵ Eric Wagner, "Un royaume pacifique? Le mythe canadien du maintien de la paix et la Guerre froide", *Revue militaire canadienne*, Vol 7, no. 4 (hiver 2006-2007), p. 49.

³⁶ Joseph T. Jockel, *Canada and International Peacekeeping* (Washington: Center for Strategic and International Studies, 1994), p. 15.

³⁷ Sean M. Maloney, *op. cit.* (2002) p. 76.

ses citoyens"³⁸. Le Canada venait donc de gagner ses premières lettres de noblesse en matière de maintien de la paix³⁹. Le prix Nobel qui sera accordé à Pearson pour cet exploit le rappellera à toutes les futures générations de Canadiens. Cependant, il est important de souligner que ce dernier n'avait pas agi de façon désintéressée, mais bien dans les meilleurs intérêts de la nation. Ceci lui valut une reconnaissance inestimable de la part des États-Unis⁴⁰.

1.2.2 Chypre

La République de Chypre fut proclamée indépendante en 1960 aux suites de combats anticoloniaux entre les Chypriotes grecs et l'Angleterre. La constitution qui en découla visait l'équilibre des pouvoirs entre la majorité grecque et la minorité turque de l'île. Cependant, les droits de veto accordés aux deux communautés menèrent le pays tout droit vers une paralysie institutionnelle totale. Profitant de cette situation, la Turquie complota avec les Chypriotes turcs afin de scinder l'île en deux. Mais cette division ne s'effectuera pas sans heurts et occasionnera de violents combats. Les Chypriotes grecs, de leur côté, profiteront de l'absence des Turcs au parlement pour faire passer des lois les avantageant. Mais le conflit va plus loin. La Turquie bombarde les villages grecs de l'île et menace d'intervenir avec l'aide d'une force terrestre. En réponse à ceci, la Grèce menace d'entrer en guerre contre la Turquie⁴¹. Saisie de cette situation, l'ONU décide d'y

³⁸ Bernd Horn, *The Canadian Way of War: Serving the National Interest* (Toronto: Dundurn Press, 2006), p. 383.

³⁹ Sean M. Maloney, "In the Service of Forward Security: Peacekeeping, Stabilization, and the Canadian Way of War", extrait de *The Canadian Way of War: Serving the National Interest*, sous la direction de Bernd Horn (Toronto, ON: Dundurn Press, 2006), p. 303.

⁴⁰ Cette reconnaissance se vérifie dans les mémoires de Pearson; "President [Lyndon] Johnson was amazed and filled with admiration at our ability to act so quickly, and I think this may have changed his attitude towards Canada", Norman Hillmer, "Peacekeeping: Canadian Invention, Canadian Myth", extrait de *Welfare States in Trouble: Historical Perspectives on Canada and Sweden*, sous la direction de J.L. Granatstein et Sune Akerman (North York, ON: Swedish Canadian Academic Foundation, 1994), p.163.

⁴¹ Robert, J. Gravel, "A Different Shade of Blue: Peacekeeping by Confrontation", mémoire de doctorat (Ottawa, Université d'Ottawa, 1995), p. 47-55.

dépêcher un contingent de casques bleus afin de séparer les deux factions en 1964. Le Canada y contribuera avec une force d'environ 1,150 soldats⁴².

La mission sur l'île de Chypre, la plus longue opération des FC à ce jour, dura 29 ans, soit de 1964 à 1993⁴³. Deux générations de militaires canadiens y ont servi. Une contribution aussi soutenue doit nécessairement s'aligner avec les intérêts nationaux d'un pays. Et ce fut le cas une fois de plus. Comme il fut précédemment établi, le bon fonctionnement de l'OTAN représentait un intérêt marqué pour Ottawa. La Turquie et la Grèce étant deux membres de cette organisation, le gouvernement de Pearson, empreint d'un internationalisme engagé, se devait d'en influencer l'aboutissement⁴⁴. La présence des troupes sur cette île seraient donc l'apport canadien dans cette quête. Sean Maloney avancera que la position géographique de cette île offrait aussi un avantage militaire important. En fait, cette île jouait un rôle clef dans l'optique de protéger le flanc est de l'OTAN face aux menaces possibles de l'URSS et du Moyen-Orient⁴⁵. Ottawa venait une fois de plus de veiller à ses intérêts nationaux. Louis Delvoie, attaché supérieur de recherche de l'université Queen's, avança d'ailleurs trois impératifs qui poussèrent le Canada à prendre une part active aux missions de maintien de la paix durant la Guerre froide. Au premier rang se trouve la volonté d'Ottawa d'empêcher l'escalade de conflits régionaux à un tel niveau que les superpuissances auraient été contraintes de s'affronter. Ensuite, viennent la protection de l'intégrité de l'OTAN et la limitation de l'influence soviétique⁴⁶. Les deux cas portés à l'étude jusqu'ici corroborent certainement cette vision. M. Delvoie rajoute également qu'après la Guerre froide, les missions se réorientèrent vers un autre type d'intérêt. Celui qui vise à assurer la prospérité du Canada et la stabilité dans

⁴² Eric Wagner, "Un royaume pacifique? Le mythe canadien du maintien de la paix et la Guerre froide", *Revue militaire canadienne*, Vol 7, no. 4 (hiver 2006-2007), p. 52.

⁴³ Norman Hillmer et J.L. Granatstein, *Empire to Umpire*, 2e éd. (Toronto: Nelson, 2008), p. 235.

⁴⁴ Norman Hillmer, "Peacekeeping: Canadian Invention, Canadian Myth", extrait de *Welfare States in Trouble: Historical Perspectives on Canada and Sweden*, sous la direction de J.L. Granatstein et Sune Akerman (North York, ON: Swedish Canadian Academic Foundation, 1994), p. 160.

⁴⁵ Sean M. Maloney, "In the Service of Forward Security: Peacekeeping, Stabilization, and the Canadian Way of War", extrait de *The Canadian Way of War: Serving the National Interest*, sous la direction de Bernd Horn (Toronto, ON: Dundurn Press, 2006), p. 308.

⁴⁶ Louis, A. Delvoie, "Le Canada et les opérations internationales de sécurité: Recherche de justification", *Revue canadienne militaire*, Vol 1, no. 2 (été 2000): p. 16.

le monde⁴⁷. L'étude des missions auxquelles les FC prirent part dans les Balkans dans les années 1990 servira à valider ceci.

1.2.3 Les Balkans (Bosnie et Kosovo)

Jusqu'à ce point, il semblerait que ce sont les défis reliés à la décolonisation, suite à la Seconde Guerre mondiale, qui suscitèrent la plupart des missions de l'ONU. De façon similaire, celles des années 1990 visaient également à combler un vide, celui occasionné par le déclin du régime soviétique. Les missions se sont donc de plus en plus orientées vers la stabilisation et du fait, elles devinrent beaucoup plus complexes et robustes. Mais le Canada décida quand même d'y jouer un rôle de chef de file⁴⁸. Les deux prochaines missions couvriront cette période.

L'ex-Yougoslavie s'inscrit dans la suite des événements reliés au déclin du communisme de la fin des années 1980. L'élection générale qui y fut tenue en 1990, permit à un regroupement de trois partis nationalistes d'y chasser les communistes du pouvoir⁴⁹. Mais, en 1991, les républiques de Croatie et de Slovénie ne pouvant s'entendre avec ces nouveaux arrangements et suites à de violents combats, déclarèrent leur indépendance⁵⁰. La majorité des Bosniaques et des Croates habitant la Bosnie refuseront d'appuyer les actions répressives de l'armée yougoslave contre ces deux anciennes républiques. La Bosnie déclarera donc aussi son indépendance en 1992⁵¹. Toutefois, les différentes ethnies au sein même de la Bosnie ne purent s'entendre et la guerre fit rage. L'armée fédérale, aidée par la minorité serbe de la Bosnie, perpétrèrent alors un nettoyage

⁴⁷ *Ibid.*, p. 18.

⁴⁸ La contribution du Canada aux missions de l'ONU est passée de 10% à moins de 1% des troupes déployées entre 1991 et 2007, Michael Valpy, "The Myth of Canada as Peacekeeper", *Globe and Mail*, 28 février 2007 [revue en ligne]; accessible à <http://www.theglobeandmail.com/servlet/story/RTGAM.20070228.wxpeacekeeping28/BNStory/Afghanistan/home/?pageRequested=all>; Internet; consulté le 15 janvier 2008.

⁴⁹ Carole Rogel, *The Breakup Of Yugoslavia and the War in Bosnia* (Westport, Connecticut: Greenwood Press, 1998), p. 21.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 25.

⁵¹ *Ibid.*, p. 25.

ethnique qui perdura trois ans et ce, jusqu'à l'Accord de Dayton de 1995⁵². C'est dans ce contexte que les FC s'y déployèrent de 1992 jusqu'à 2004 sous trois différents mandats⁵³.

La mission au Kosovo découla du même contexte géopolitique. Ancienne province autonome de la Serbie, celle-ci se distinguait par la majorité albanaise de son peuple. En 1992, les Albanais profitèrent de l'éclatement de la Yougoslavie pour proclamer leur indépendance. La communauté internationale ne reconnut toutefois pas cette indépendance puisque celle-ci ne se qualifiait préalablement pas comme une république. L'Accord de Dayton confirma cette non-reconnaissance en associant le Kosovo à la Serbie. Les tensions ethniques continuèrent néanmoins de s'accroître pour culminer entre 1997 et 1999. C'est à ce moment que l'Armée de libération du Kosovo profita de l'effondrement du pays voisin, l'Albanie, pour y piller l'armement nécessaire pour combattre l'armée serbe. Les forces de l'OTAN sont alors intervenues en menant une campagne aérienne longue de 78 jours à laquelle prirent part les CF-18 canadiens. Par la suite, deux groupements tactiques terrestres et deux détachements d'hélicoptères s'y sont déployés à tour de rôle sur une période d'un an⁵⁴.

Au cours de cette décennie, tout près de 40,000 soldats ont ainsi servi dans les Balkans. De ceux-ci, 25 y ont laissé la vie⁵⁵. Les opérations qui y furent menées couvrirent la gamme complète des opérations militaires possibles. Les troupes y exécutèrent des missions d'aide humanitaire jusqu'à celles de combats terrestres en passant par les frappes aériennes. Pour bien comprendre la motivation du gouvernement dans cette région de l'Europe, un regard sur l'énoncé de politique étrangère de 1995, *Le Canada dans le monde*, semble tout indiqué. C'est effectivement au sein du chapitre ayant trait à la sécurité du Canada, qu'on y mentionne:

⁵² Carole Rogel, *The Breakup Of Yugoslavia and the War in Bosnia* (Westport, Connecticut: Greenwood Press, 1998), p. 33.

⁵³ FORPRONU, IFOR et SFOR dans l'ordre chronologique, Ministère de la Défense nationale, "Documentation: Participation des Forces canadiennes en Bosnie Herzégovine", http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1440; Internet; consulté 20 janvier 2008.

⁵⁴ Sean M. Maloney, "Are we really Just Peacekeepers? The Perception Versus the Reality of Canadian Involvement in the Iraq War", *IRPP Working Paper Series*, no. 2003-02 [revue en ligne]; accessible à <http://www.irpp.org/wp/archive/wp2003-02.pdf>; Internet; consulté le 16 janvier 2008.

⁵⁵ *Ibid.*

La stabilité de l'Europe continue d'être une importante priorité. Bien que les menaces à cette stabilité augmentent, trop de liens nous unissent de part et d'autre de l'Atlantique pour que fléchisse notre engagement. [...] Cet engagement demeure ferme, comme en font foi nos contributions à l'OTAN, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et aux missions de maintien de la paix de l'ONU sur le continent européen.⁵⁶

En fait, l'importance de ce continent va plus loin que la protection de la sécurité du Canada fondée sur une Europe stable. Une publication de la Marine canadienne ajoutera que les missions visaient également "d'empêcher que les conflits régionaux ne menacent le système économique mondial sur lequel dépend en grande partie le bien-être du Canada"⁵⁷. Somme toute, l'implication du Canada dans les Balkans découlait directement de ses intérêts nationaux, à savoir sa sécurité et sa prospérité.

L'étude des missions auxquelles ont pris part les FC depuis la Deuxième Guerre mondiale révèle que ces déploiements découlaient directement des intérêts nationaux canadiens. Plus précisément, ces missions étaient en quelque sorte des expéditions en appui à une stabilité mondiale et donc au service d'une sécurité préventive pour le Canada. Cette stabilité constitue l'une des prémisses sur lesquelles ce pays peut continuer de prospérer, d'où l'importance de préserver l'intégrité des organisations qui y veillent, à savoir l'OTAN et l'ONU. De plus, les missions outre-mer entreprises par le Canada nécessiteraient plus souvent qu'autrement l'emploi de la force allant jusqu'aux opérations de combat. Cette perspective n'est toutefois pas celle qui est ancrée dans l'esprit populaire. Les termes "expéditions", "sécurité", "prospérité" et le fait que les soi-disant « casques bleus » eurent recours à leur puissance de combat ne reflètent pas l'entendement de cette nation lorsqu'elle déploie ses forces à l'étranger. Comme il fut déjà démontré, ce rôle est toutefois en parfait accord avec le mandat officiel des FC. Il relèverait donc une fois de plus de l'erreur, et non du mythe, de croire que le rôle des FC est uniquement celui d'être une force de casques bleus. À moins bien sûr que le but réel de ces missions ne fut communiqué différemment ou encore, eut été mal compris par la population. La prochaine section s'y attardera.

⁵⁶ Ministère des Affaires étrangères, "Le Canada dans le monde", http://www.international.gc.ca/foreign_policy/cnd-world/chap4-fr.asp; Internet; consulté le 20 janvier 2008.

⁵⁷ Ministère de la Défense nationale, *Point de mire: Stratégie de la Marine pour 2020* (Ottawa, ON: MND Canada, 2001), p. 83.

1.3 Message véhiculé: la rhétorique

Lors d'une visite en Afghanistan le 13 mars 2006, le premier ministre Harper réitéra aux troupes que leur rôle dans ce pays était celui d'assurer la sécurité du Canada: "Votre travail est important car il est dans notre intérêt national que l'Afghanistan devienne un pays libre, démocratique et paisible. Avant sa libération du régime Taliban, l'Afghanistan était un incubateur pour Al Qaeda et pour d'autres organisations terroristes"⁵⁸. Ce genre de discours fut d'ailleurs persistant au sein de ce gouvernement. Lors d'une allocution au Collège des Forces canadiennes le 3 décembre dernier, le ministre Peter Mackay mentionnait que: "le gouvernement refaçonne les Forces canadiennes pour en faire une armée moderne et de premier plan. Une armée qui peut protéger le Canada de même que les valeurs et les intérêts canadiens"⁵⁹. Ces propos semblent dépeindre adéquatement le genre de missions qui ont été entreprises sur le terrain par les FC jusqu'à maintenant. Toutefois, de tels discours sont récents, propre au gouvernement Conservateur et dans les deux cas, dirigé vers une audience militaire. La suite de cette section démontrera qu'ils ne sont donc pas représentatifs des discours traditionnels à propos du rôle des FC.

En 2006, Gilles Duceppe mentionnait que les "Tories avaient délaissé la position historique d'équilibre et de médiation [du Canada] [...] au profit d'une approche alignée sur celle du président George Bush"⁶⁰. En 2004, le ministre Bill Graham, s'adressait au Conseil militaire royal du Canada en refusant toujours de discuter de missions de combat et qualifiait plutôt les opérations des années 1990 et l'Afghanistan en termes de "missions de maintien de la paix robustes"⁶¹. D'anciens hauts gradés comme le lieutenant-colonel à

⁵⁸ Bureau du Premier Ministre, "Discours de Stephen Harper en Afghanistan", 13 mars 2006.

⁵⁹ Ministère de la Défense nationale, "Notes d'allocution de l'honorable Peter G. Mackay à l'intention des étudiants du Collège des Forces canadiennes", 3 décembre 2007 [en ligne]; accessible à http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=2571; Internet; consulté le 22 février 2008.

⁶⁰ Gilles Duceppe dans J.L. Granatstein, *Whose War is it? How Canada Can Survive In The Post- 9/11 World* (Toronto: HarperCollins, 2007), p. 137.

⁶¹ Ministre de la Défense, "Notes de l'allocution de l'honorable Bill Graham au Royal Military Institute Conference", 22 septembre 2004 [en ligne]; accessible à http://www.mdn.ca/site/newsroom/view_news_e.asp?id=1456; Internet; consulté 2 février 2008. Soulignement ajouté.

la retraite Rémi Landry, iront même jusqu'à écrire que "l'engagement [du Canada] envers le respect des mécanismes de sécurité internationale a forgé la personnalité canadienne et lui a conféré un rôle neutre de gardien de la paix"⁶². En fait, aucune de ces affirmations n'est vraiment fausse. Le Canada, comme il fut déjà démontré par l'obtention d'un consensus et en se déployant rapidement lors des missions du Canal de Suez et de Chypre, a réellement agit comme l'aurait fait tout bon samaritain. Ce faisant, il a aussi su développer et parfaire ses talents de médiateur et s'en est forgé une image faisant la fierté de sa population. Le message, qui en fut véhiculé par les partis au pouvoir, par

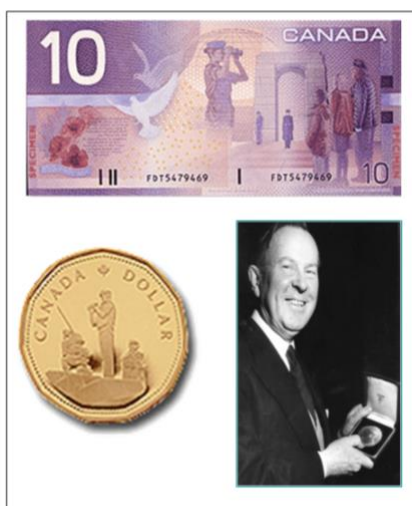


Figure 1.1

l'opposition ou par d'autres, semble effectivement vouloir exploiter cette image d'un Canada pacificateur agissant uniquement par altruisme. Un regard aux symboles nationaux étaye également cette allégation. Par exemple, à la figure 1.1 l'image sur les billets de dix dollars représente un vétéran tenant par la main une petite fille, au pied du monument de la guerre d'Ottawa qui, pour cette cause, fut dénué de tous ses icônes ayant référence à la guerre, avec en avant-plan une femme militaire au service des Nations Unies. En fait, cette image suggère que les FC, au cours des deux

dernières générations, se sont élevées au niveau de forces de maintien de la paix. La pièce de un dollar, représentant le monument dédié au maintien de la paix de la rue Sussex à Ottawa, véhicule une idée similaire voulant que le rôle principal des FC soit celui d'observer et non pas de combattre. Un autre icône national, utilisé plus souvent qu'autrement par les politiciens, est le Prix Nobel décerné à Lester B. Pearson pour son œuvre dans le dossier du Canal de Suez.

L'ennui avec de telles représentations, c'est qu'elles ne font valoir que l'aspect "bon samaritain" des missions exécutées par les FC. Tous ces symboles ne reflètent ni le mandat, ni les accomplissements réels des FC. Mais l'ironie va encore plus loin. Par exemple, dans les années 1990, alors que la population croyait ses forces déployées au

⁶² Rémi Landry, "La nostalgie des casques bleus", *Le Soleil*, 10 août 2006, p. 23.

service de missions impartiales, acceptées de tous et ne faisant pas recours à la force, la réalité dans les Balkans en était toute autre. Comme mentionnait le chef d'état-major de l'époque à propos du Kosovo: "Nous avons envoyé les FC effectuer leur mission principale – promouvoir et protéger les intérêts du Canada par des moyens militaires " ⁶³. En septembre 1993, lorsque les soldats du Régiment du Princess Patricia durent s'interposer entre les forces serbes et croates aux abords du village de Medak, les troupes durent combattre avec force et ténacité et 27 soldats croates furent alors tués. Or, cette nouvelle ne fut dévoilée au grand public qu'en 2004, soit dix ans plus tard, au moment de la déclassification du rapport opérationnel qui couvrait ces événements ⁶⁴. Carol Off suggèrera par la suite qu'il en fut ainsi, parce que "les Canadiens [...] préfèrent penser que leurs forces armées sont des soldats de la paix et non des guerriers" ⁶⁵. Ceci expliquerait d'ailleurs pourquoi le 2 PPCLI ne reçut la Mention élogieuse du Gouverneur général que neuf ans plus tard, soit en décembre 2002, pour leur professionnalisme et leur courage au combat ⁶⁶.

À la lumière de tout ceci, ce n'est donc pas une erreur de croire que le rôle des FC puisse être celui d'une force de casques bleus. Le message qui est véhiculé par les porte-paroles officiels de ce pays soutient effectivement une telle perception. Et ceci, malgré que le mandat officiel des Forces canadiennes soit clair et que leurs missions ne correspondent pas vraiment à cette perception. La majorité de la population, ne s'attardant pas aux documents officiels, s'appuie donc sur cette perception erronée pour formuler leur opinion. Il y a donc existence d'un mythe, celui des casques bleus.

Douglas Bland estime qu'il est très dangereux d'entretenir de telles perceptions. Il avance qu'elles peuvent en venir à influencer les politiques gouvernementales sans que

⁶³ Ministère de la Défense nationale, "Notes d'allocution du général Maurice Baril lors du Business Council on National Issues – Kosovo", 14 avril 1999 [en ligne]; accessible à http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_e.asp?id=446; Internet; consulté le 22 février 2008.

⁶⁴ Carol Off, *The Ghosts of the Medak Pocket: The Story of Canada's Secret War* (Toronto, ON: Vintage, 2004), p. 240.

⁶⁵ Carol Off citée dans Lane Anker, "Le maintien de la paix et l'opinion publique", *Revue militaire canadienne*, Vol. 6, no. 2 (été 2005): p. 28.

⁶⁶ Carol Off, *The Ghosts of the Medak Pocket: The Story of Canada's Secret War* (Toronto: Vintage, 2004), p. 272.

l'on s'en aperçoive⁶⁷. Mais d'une importance encore plus grande, elles deviennent des vérités absolues⁶⁸. Charles Létourneau et Justin Massie endosseront cette notion. Dans un article au journal *Le Devoir*, ils ne parleront plus d'un mythe, mais bien d'une volonté populaire: "l'écart croissant entre ce que les Canadiens veulent que leur pays joue comme rôle et celui véritablement effectué par le Canada [sur la scène internationale] ne cesse de croître"⁶⁹. Par exemple, le 26 janvier dernier, au moment où le Rapport Manley sur l'Afghanistan fut déposé, le journal électronique *Cyberpresse* faisait mention que "le Canada aurait pu ne jamais prendre la direction de la dangereuse province de Kandahar, en Afghanistan, en 2005 [...] [et que] Ottawa s'est fait offrir la possibilité d'assurer la sécurité d'une région plus stable et correspondant davantage à la tradition canadienne"⁷⁰. Ce genre de commentaire est non seulement faux, mais il sert incidemment d'agent de renforcement pour le mythe. Donc non seulement le mythe existe, mais il se renforce.

1.4 Sommaire

Cette partie du mémoire vient de démontrer que le mythe des casques bleus existe bel et bien. Carol Off décrit le mythe de la façon suivante: "les Canadiens croient que leurs forces sont des soldats de la paix inoffensifs, distribuant des vivres et protégeant la paix [...] et non des guerriers"⁷¹. Mais le regard sur "les faits" démontra que la réalité sur le terrain en est tout autre et que les soldats ont combattu à maintes reprises depuis la Seconde Guerre mondiale. Les FC ont tout de même œuvré sur le plan humanitaire. Mais pour y arriver, elles ont dû combattre, essayer et retourner le feu de l'ennemi. Or ce

⁶⁷ Douglas Bland, "Finding a Defence Policy: The Never-Ending Dynamic", dans Douglas Bland et Sean M. Maloney, *Campaigns for International Security: Canada's Defence Policy at the Turn of the Century* (Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 2004), p. 21.

⁶⁸ Arash Abizadeh, "Historical Truth, National Myths and the Liberal Democracy: On the Coherence of Liberal Nationalism", *Journal of Political Philosophy*, Vol. 12, no. 3 (2004), p. 291.

⁶⁹ Charles Létourneau et Massie, Justin, "Les Casques bleus canadiens : une espèce en voie de disparition", *Le Devoir*, 29 mai 2006, p.A7. Soulignement ajouté.

⁷⁰ Cyberpresse.ca. "Le Canada aurait pu ne pas aller à Kandahar", <http://www.cyberpresse.ca/article/20080126/CPACTUALITES/80126018>; Internet; consulté le 26 janvier 2008. Emphase mise sur la dernière partie de cette citation par l'auteur de ce mémoire.

⁷¹ Carol Off dans Lane Anker, "Le maintien de la paix et l'opinion publique", *Revue militaire canadienne*, Vol. 6, no. 3 (été 2005): p. 28.

rôle est exactement en ligne avec "la documentation officielle". L'essence même des documents officiels en a témoigné. Le *Livre blanc de 1994* mandatait les Forces canadiennes à être aptes au combat et prêtes à se joindre à des opérations multilatérales allant jusqu'aux opérations de prévention⁷². L'*Énoncé politique de la Défense de 2005* parlait d'opérations de combat comme celle du Kosovo. Finalement, il pourrait être soutenu que depuis 2001, les hausses dans les budgets consacrés à la Défense témoignent de l'importance accordée par les gouvernements à ce rôle..

Mais voilà que les dirigeants semblent avoir creusé un fossé entre cette réalité et ce qui en est communiqué à la population. À cette fin, ils utilisent divers moyens, comme l'image figurant sur les billets de 10\$. Par ailleurs, le premier ministre Harper effectua beaucoup d'annonces et de discours sur la défense de l'Arctique canadien pour justifier les hausses des dépenses militaires. Il l'a fait sans toutefois procéder avec les achats qui visaient spécifiquement la défense du Nord. La stratégie d'acquisition de la défense de 2006 intitulée *Le Canada d'abord*, ironiquement, ne prévoit que l'acquisition de systèmes d'armement voués à l'Afghanistan et ce, bien qu'ils furent justifiés comme des besoins prioritaires reliés à la souveraineté du Canada dans l'Arctique. Les C-17 *Globe Master*, les avions de transport tactique *Hercules*, les hélicoptères *Chinook* de transport moyen à lourd, des véhicules logistiques et navires de soutien sont ni plus ni moins des requêtes urgentes du MND pour subvenir aux impératifs de la mission en Afghanistan⁷³. Un écart existe donc entre "la rhétorique", "la documentation officielle" et "les faits".

Une question vient donc à l'esprit: comment justifier un tel écart conceptuel? Il devient de plus en plus important d'y répondre car, comme mentionné plus haut, plus le temps passe, plus le mythe des casques bleus se renforce. Une conséquence néfaste de poursuivre sur cette lancée pourrait se traduire par une diminution substantielle des budgets militaires similaire aux années 1990. Ceci s'explique, comme le mentionnait le

⁷² Ministère de la Défense nationale, *Le Livre blanc sur la Défense de 1994* (Ottawa: Groupe Communication Canada, 1994) [revue en ligne]; accessible à <http://www.forces.gc.ca/admpol/content.asp?id={D5385C59-1660-4E38-8C3B-684158B534CB}&lang=2>; Internet; consulté le 21 novembre 2007, para 22.

⁷³ Ministre de la Défense, "Notes d'allocation de l'honorable Peter G. Mackay à l'intention des étudiants du Collège des Forces canadiennes", 3 décembre 2007 [en ligne]; accessible à http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=2571; Internet; consulté le 22 février 2008.

major-général MacKenzie: "le maintien de la paix n'est pas une chose coûteuse, car vous n'avez pas besoin de tout l'équipement requis pour combattre dans une guerre"⁷⁴. Une telle éventualité empêcherait nécessairement les FC de pouvoir appuyer efficacement la politique internationale du Canada et irait à l'encontre de la volonté du gouvernement. Le prochain chapitre de ce mémoire cherchera donc à cerner la cause du mythe des casques bleus.

⁷⁴ Mgen MacKenzie dans J.L. Granatstein, *Whose War is it? How Canada Can Survive In The Post- 9/11 World* (Toronto, ON: HarperCollins, 2007), p. 42.

CHAPITRE II. LA CAUSE DU MYTHE

L'origine du mythe des casques bleus n'est pas chose facile à cerner. Toutefois, cette partie scrutera deux agents sociaux-politiques susceptibles d'y avoir contribué de près. Ceux-ci sont le gouvernement et le peuple canadien. Le but de ce chapitre est de démontrer l'absence d'une stratégie nationale en appui à la politique internationale du Canada. En ce sens, une section examinera les politiques internationales canadiennes à la recherche d'une telle stratégie. Il y sera donc d'abord traité des documents officiels et des intérêts nationaux du Canada. Par la suite, l'analyse portera sur le deuxième agent, le peuple canadien. Cette section explorera les valeurs et l'identité des Canadiens à la recherche de contraintes ayant pu influencer la formulation d'une stratégie nationale. Les conclusions de ce chapitre permettront alors de pouvoir propulser la discussion sur une réflexion visant l'élaboration d'une telle stratégie au chapitre 3 de ce mémoire. Toutefois, avant de procéder avec l'analyse des politiques internationales, il s'avère d'abord utile de définir ce qu'est une stratégie nationale. La prochaine section s'y affairera.

2.1 La notion de « stratégie nationale »

Alors que les politiques visent l'organisation du pouvoir au sein d'une nation, la stratégie nationale se traduit dans l'art d'en coordonner l'ensemble des forces. En d'autres termes, la politique oriente et attribue les ressources en fonction des intérêts du pays, puis la stratégie synchronise ces ressources, leur utilisation et comporte des objectifs de façon à rencontrer les attentes des politiques gouvernementales⁷⁵. La figure 2.1 ci-dessous illustre ce concept.

⁷⁵ Colonel D. Craig Hilton, "Shaping Commitment: Resolving Canada's Strategy Gap in Afghanistan and beyond" (mémoire de recherche, US Army War College, juillet 2007), p. 7.



Figure 2.1

Dans cette optique, la définition de la stratégie nationale (la partie en rouge à la figure 2.1) qui sera retenue aux fins de ce travail sera donc: l'art de synchroniser la totalité des forces du Canada, non seulement celles des divers ministères, mais aussi possiblement celles de diverses agences gouvernementales et non-gouvernementales. Comme il peut être constaté, cette notion peut jouir d'une portée très vaste ou non, selon les objectifs qu'elle devra servir. La stratégie est aussi une praxis, car elle tient compte de l'élément d'incertitude (le risque) dans sa formulation. Elle se devra donc d'être clairement définie et communiquée pour être efficace. Finalement, son exécution devra aussi être soutenue des plus hautes instances du pays, dirigée avec une autorité suffisante, évaluée et puis réajustée au besoin. L'analyse se poursuivra donc à la recherche de tels éléments au sein de la politique internationale du Canada.

2.2 Politique internationale du Canada

2.2.1 Fondements conceptuels

Il n'y a de meilleur moment pour débiter l'analyse de la politique internationale d'après-guerre qu'avec le discours du 13 janvier 1947 donné par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, le très honorable Louis St-Laurent. Il avait alors établi cinq critères incontournables que devait respecter toute politique étrangère canadienne. Le premier principe, et selon lui le plus important, voulait que "la formulation d'une

politique étrangère ne détruise pas l'unité nationale"⁷⁶. Puis suivaient les principes de "liberté politique, l'état de droit, la primauté des valeurs humaines et finalement la volonté du pays d'accepter des responsabilités internationales"⁷⁷. Il est intéressant de constater jusqu'à quel point, depuis leur énoncé, ces principes refirent surface, à divers degrés de conformité, par la suite. Par exemple, Paul Martin senior identifia, dans les années soixante, les objectifs que devait accomplir une politique étrangère efficace. Ces cinq critères requéraient que le Canada devait

- bénéficier d'une sécurité militaire,
- bénéficier d'une force économique croissante,
- être en mesure d'exercer une influence sur les autres,
- être capable et prêt à jouer un rôle créatif sur la scène internationale,
- préserver l'unité nationale⁷⁸.

À première vue, ces fondements conceptuels semblent inciter à la création d'une stratégie nationale. À tout le moins, ils semblent vouloir en guider les visées. Il est aussi important de noter que deux principes semblent persister à travers le temps. Ceux-ci sont la préservation de l'unité nationale et la volonté de s'accomplir sur la scène internationale. Ces deux prémisses furent d'ailleurs réitérées par Bill Graham en 2006, alors qu'il occupait le poste de chef par intérim du Parti libéral du Canada. Dans un article d'opinion au journal *Le Soleil*, il affirmait que la politique étrangère se devait de préserver le rôle du Canada en tant "qu'intermédiaire équitable sur la scène internationale [...] sans compromettre la coexistence harmonieuse de tous les Canadiens"⁷⁹. La prochaine étape visera donc à déterminer comment ces deux éléments ont réellement influencé les gouvernements dans l'élaboration de leur politique internationale et si cette influence a supporté le mythe des casques bleus.

⁷⁶ Le très honorable Louis St-Laurent, "The Foundations of Canadian Policy in World Affairs", *Duncan & John Gray Memorial Lecture*, 13 janvier 1947 [en ligne]; accessible à <http://www.geocities.com/rwvong/future/stlaurent.html>; Internet; consulté le 28 janvier 2008.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Sean M. Maloney, *Canada and UN Peacekeeping: Cold War by Other Means, 1945-1970* (St. Catharines, ON: Vanwell, 2002), p. 166.

⁷⁹ Bill Graham, "Le Canada doit agir comme pacificateur", *Le Soleil*, 3 août 2006, p. 21.

2.2.2 Les documents de politique internationale du Canada

Le premier document scruté sera, pour les mêmes raisons qu'au chapitre 1, le *Livre blanc* de 1994. Alors que l'analyse de ce document mandatait clairement les FC d'être aptes au combat, la transformation qu'il proposait par la suite pouvait laisser présager une problématique sérieuse dans cette entreprise. Cette politique était plutôt teintée des prémisses qu'aucune menace militaire directe ne pesait sur le Canada et que les missions de maintien de la paix deviendraient la norme⁸⁰. La structure qui y était alors annoncée allait occasionner d'importantes coupures budgétaires et un remaniement des effectifs au profit de la force terrestre:

La plupart des secteurs de la défense subiront des réductions. La proportion relative des effectifs maritimes, terrestres et aériens sera modifiée pour que des ressources soient transférées là où le besoin s'en fait sentir, à savoir principalement aux éléments terrestres de combat et d'appui⁸¹.

Donc malgré la volonté de garder des forces aptes au combat, leur emploi s'alignait de plus en plus vers une "participation de manière significative aux opérations multilatérales de paix et de stabilité"⁸². En fait, comme le fit remarquer Scot Robertson, le *Livre Blanc de 1994* reflétait fortement les recommandations du *Conseil Canada 21*⁸³. Ce faisant, Ottawa décida de s'en remettre aux organisations internationales en matière de pensée

⁸⁰ Ministère de la Défense nationale, *Le Livre blanc sur la Défense de 1994* (Ottawa: Groupe Communication Canada, 1994) [revue en ligne]; accessible à <http://www.forces.gc.ca/admpol/content.asp?id={D5385C59-1660-4E38-8C3B-684158B534CB}&lang=2>; Internet; consulté le 21 novembre 2007, para 21.

⁸¹ Ministère de la Défense nationale, *Le Livre blanc sur la Défense de 1994* (Ottawa: Groupe Communication Canada, 1994) [revue en ligne]; accessible à <http://www.forces.gc.ca/admpol/content.asp?id={D5385C59-1660-4E38-8C3B-684158B534CB}&lang=2>; Internet; consulté le 21 novembre 2007, para 52.

⁸² Ministère de la Défense nationale, *Le Livre blanc sur la Défense de 1994* (Ottawa: Groupe Communication Canada, 1994) [revue en ligne]; accessible à <http://www.forces.gc.ca/admpol/content.asp?id={D5385C59-1660-4E38-8C3B-684158B534CB}&lang=2>; Internet; consulté le 21 novembre 2007, para 22.

⁸³ Scot Robertson, "Years of Innocence and Drift: The Canadian Way of War in the Post-Cold War Era", extrait de *The Canadian Way of War: Serving the National Interest*, sous la direction de Bernd Horn (Toronto, ON: Dundurn Press, 2006), p. 362.

stratégique⁸⁴. Il est alors devenu clair que l'objectif principal du Canada n'était plus celui de jouer un rôle engagé et de premier plan sur la scène mondiale. Les moyens alloués aux FC illustreront aussi une partie de ce recul stratégique.

Un autre document corrobore cette observation. L'énoncé de la politique étrangère de 1995, *Le Canada dans le monde*, visera l'établissement d'un partenariat international pour assurer la sécurité de ses intérêts dans le monde. Le concept d'une sécurité élargie, toujours en ligne avec les recommandations du *Conseil Canada 21*, sera étiqueté "sécurité humaine collective". Cette notion soutient que la sécurité, face à la mondialisation, devient une obligation commune plutôt qu'unilatérale. Elle visera également le côté "humain" car

les préoccupations des Canadiens en matière de sécurité vont au-delà de la protection égoïste de leurs propres intérêts. Le désir d'aider les autres à instaurer la paix procède de valeurs profondément ancrées dans l'âme canadienne, parmi les plus précieuses que nous ayons en commun. Notre politique de sécurité doit refléter l'esprit qui nous anime. Cela dit, les contraintes financières nous imposent des choix.⁸⁵

Cette orientation réitère également la volonté du gouvernement Chrétien de couper dans les budgets de la Défense pensant peut-être répondre à un des besoins fondamentaux identifiés plus haut, soit la préservation de l'unité nationale. Cette déduction se vérifie au passage associant le désir d'aider les autres à instaurer la paix comme étant la valeur la plus précieuse que les Canadiens ont en commun. Mais cette politique va plus loin. Elle vise également une certaine économie d'effort grâce à des arrangements multilatéraux: "De l'avis général, le meilleur moyen de réaliser un tel élargissement [de la sécurité] -- à moindres frais et pour un effet optimal -- consiste à regarder au-delà de l'option militaire pour trouver des solutions aux problèmes de sécurité"⁸⁶. Ce passage très révélateur confirme donc l'écart entre la politique de défense de 1994 et les moyens qui y seront réellement alloués.

Les budgets des années 1990 appuieront le constat indéniable d'un recul stratégique du Canada dans le monde; "entre 1993 et 1998, les budgets militaires [du

⁸⁴ *Ibid*, p. 369.

⁸⁵ Ministère des Affaires étrangères, "Le Canada dans le monde", http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/cnd-world/menu-fr.asp; Internet; consulté le 20 janvier 2008.

⁸⁶ *Ibid*.

Canada] chutèrent de 23%, et par plus de 30% en pouvoir réel d'achat"⁸⁷. David Jones, ancien diplomate américain, ira même jusqu'à dire: "pour parler franchement, le Canada a abdiqué sa défense militaire aux États-Unis. Donc, que les Canadiens soient en accord ou pas avec les politiques, les objectifs et les tactiques des États-Unis, pour être franc, ça n'a pas d'importance"⁸⁸. D'autres auteurs, comme Andrew Richter, diront que le Canada a décidé de couper dans la défense afin de rembourser sa dette sans toutefois couper impunément dans la santé et les autres programmes sociaux⁸⁹. Il devient donc inutile de chercher une stratégie nationale au sein des années 1990. En fait, s'il en existait une, elle s'orientait d'avantage sur l'assainissement des finances fédérales et sur la préservation de l'unité nationale que sur le rôle du Canada dans le monde. John Manley mentionnera au cours de cette période, que "le Canada a renoncé au coût de membre d'être un citoyen international. Comme résultat, il a perdu ses droits – ou plus précisément, sa crédibilité de critiquer"⁹⁰. Bref, que le Canada possède ou non une volonté d'exercer son influence sur la scène internationale, l'absence d'une stratégie nationale fit en sorte qu'il ne s'en est pas donné les moyens. La question qui doit donc se poser à ce point est: est-ce que les hausses budgétaires des années 2000 y changeront quoique ce soit?

En avant-propos de l'énoncé de politique internationale de 2005, le premier ministre de l'époque, Paul Martin, mentionne: "Gardez à l'esprit qu'il n'existe aucune contradiction entre un Canada qui réussit bien et un Canada qui fait le bien. Le Canada est directement avantagé dans un monde plus sécuritaire, plus prospère"⁹¹. Il en va ainsi car le Canada ne peut espérer jouer un rôle de superpuissance sur la scène mondiale, faute

⁸⁷ Andrew Cohen, *While Canada Slept. How We Lost Our Place in the World* (Toronto, ON: McClelland and Stewart, 2003), p. 47.

⁸⁸ David Jones, cité dans Andrew Cohen, *While Canada Slept. How We Lost Our Place in the World* (Toronto, ON: McClelland and Stewart, 2003), p. 47.

⁸⁹ Andrew Richter, "Forty Years of Neglect, Indifference, and Apathy: The Relentless Decline of Canada's Armed Forces", dans *Handbook of Canadian Foreign Policy*, sous la direction de Patrick James, Nelson Michaud et Marc J. O'Reilly (Toronto, ON: Lexington Books, 2006), p. 68.

⁹⁰ John Manley dans Andrew Cohen, *While Canada Slept. How We Lost Our Place in the World* (Toronto, ON: McClelland and Stewart, 2003), p. 161.

⁹¹ Ministère des Affaires étrangères, *Fierté et influence: notre rôle dans le monde*, <http://geo.international.gc.ca/cip-pic/ips/ips-overview2-fr.aspx>; Internet; consulté le 20 janvier 2008, avant-propos du premier ministre.

de moyens. Ceci était d'ailleurs bien compris des gouvernements depuis au moins la Seconde Guerre mondiale. Si le premier ministre Mackenzie King avait retenu une leçon importante de la guerre, c'était bien "que les océans ne divisent pas le monde et que la paix et la prospérité sont indivisibles"⁹². Cette leçon est toujours vraie aujourd'hui. La

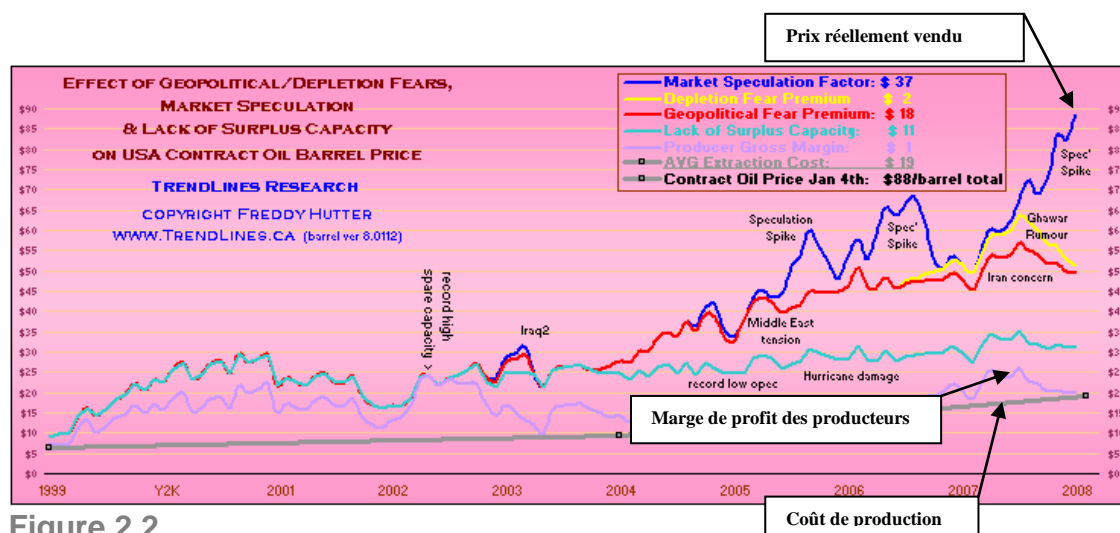


Figure 2.2

figure 2.2 ci-haut reflète bien la relation entre l'instabilité mondiale et le prix du baril de pétrole. En fait, la simple perception du manque de sécurité sur le plan mondial semble avoir une relation directe sur les prix du pétrole. Et ceci, en retour, exerce un impact direct sur la prospérité des autres nations.

C'est donc pourquoi la politique internationale de 2005 établit que: "nos intérêts fondamentaux – veiller à la prospérité et à la sécurité continues des Canadiens – restent les mêmes qu'en 1995, année où nous avons pour la dernière fois défini l'orientation stratégique de notre politique internationale"⁹³. La politique internationale canadienne revêt donc une solide orientation. Mais, à la différence des politiques internationales précédentes, celle de 2005 semble bénéficier d'une stratégie nationale. Le document la nommera "l'approche canadienne". Ses visées seront si grandes qu'il y est même souhaité qu'elle relayera la notion de puissance moyenne aux oubliettes: "Notre vieille identité de

⁹² Norman Hillmer et J.L. Granatstein, *Empire to Umpire*, 2e éd. (Toronto, ON: Nelson, 2008), p. 162.

⁹³ Ministère des Affaires étrangères, *Fierté et influence: notre rôle dans le monde*, <http://geo.international.gc.ca/cip-pic/ips/ips-overview2-fr.aspx>; Internet; consulté le 20 janvier 2008, avant-propos du premier ministre.

puissance moyenne limite inutilement ce que nous pouvons être et faire dans le monde. Le Canada *peut* apporter une contribution distincte, s'il continue de s'investir dans son rôle international et de faire sa part"⁹⁴. La vision de Paul Martin était novatrice et ambitieuse. Il ne voulait rien de moins qu'une stratégie internationale pour la supporter. Et cette stratégie, afin d'accroître le rôle du Canada dans le monde d'une façon efficace et ordonnée, se devait selon lui, d'être globale⁹⁵. Ce concept deviendra plus tard l'approche 3-D (Diplomatie, Défense et Développement) et puis « pan-gouvernementale ». Mais pour la formuler, Paul Martin dû se résigner à regarder bien au-delà du ministère des Affaires étrangères, qui ne pouvaient tout simplement pas satisfaire à ses attentes. C'est donc Jennifer Welsh, une Canadienne originaire des Prairies et enseignante à l'université d'Oxford, qui en fut mandatée par le Bureau du premier ministre⁹⁶. Son livre, *At Home in the World: Canada's Global Vision for the 21st Century* avait retenu l'attention. Le Canada était donc sur le point de pouvoir bénéficier d'une stratégie nationale réelle, qui pourrait coordonner les forces de plusieurs ministères à la conquête d'un monde plus sécuritaire et d'un Canada plus prospère, et qui unirait les forces du Canada comme au temps de Louis St-Laurent et de Lester B. Pearson lors de l'opération du Canal de Suez.

Toutefois, cette stratégie se heurta à un obstacle majeur. Le gouvernement Martin n'ayant pas survécu à la motion de censure du 28 novembre 2005, perdit également les élections qui s'en suivirent, quelques mois seulement après le dépôt de *l'Énoncé de politique internationale*. L'étude des prochains documents vérifiera donc si cette stratégie se matérialisa néanmoins sous la gouvernance du Parti Conservateur.

Il appert que ce ne fut pas le cas. Bien que les budgets reliés à la défense continuèrent de s'accroître, ceux-ci visèrent plutôt la défense du territoire et la souveraineté du Canada, comme nous l'avons vu plus haut. C'est ainsi que le plan de défense *Le Canada d'abord* visera le raffermissement de "[...] la capacité autonome du

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Janice Gross Stein et Eugene Lang, *The Unexpected War: Canada In Kandahar* (Toronto, ON: Viking Canada, 2007), p. 139.

⁹⁶ *Ibid.* p. 153.

Canada de défendre sa souveraineté nationale et d'assurer sa sécurité"⁹⁷. Mais aucune stratégie cohérente n'en découla. À preuve, les annonces d'acquisition d'équipements militaires qui s'en suivirent répondaient toutes à des besoins suscités par la mission du Canada en Afghanistan et non ceux en lien avec la vision des Conservateurs centrée sur le Nord ⁹⁸.

Le discours du Trône de 2007 confirme également ceci. Celui-ci se concentre sur la souveraineté du Nord canadien tout en mentionnant de l'importance de continuer de "rebâtir nos forces". Il traite tout de même de l'Afghanistan, non pas en termes d'opération de sécurité, mais en se promettant de "s'attarder à accélérer la formation de leurs forces armées et policières afin de faire en sorte que le gouvernement afghan soit en mesure de défendre sa souveraineté", tout en prenant soin de mentionner que cette mission était sanctionnée par l'ONU⁹⁹. Le discours fait aussi mention de la modernisation des FC "afin d'assurer efficacement la surveillance et la protection de l'ensemble de notre pays, de coopérer à la défense de l'Amérique du Nord et d'assumer nos responsabilités internationales à l'égard des Nations Unies et de nos alliés"¹⁰⁰. Il s'en dégage donc que le présent gouvernement possède une volonté de contribuer à l'effort international, d'où son ouverture face à l'Afghanistan, mais puisque sa vision stratégique s'arrête aux frontières du Canada, comme l'ont fait bien d'autres gouvernements avant lui, il s'en remet aux organisations internationales telles l'ONU et l'OTAN, pour décider de la marche à suivre sur le plan stratégique mondial.

Donc, à la question précédemment posée: est-ce que les hausses dans les budgets de la défense au cours des années 2000 ont réellement changé la manière dont le Canada se propose d'exercer son influence sur la scène mondiale? La réponse devient: pas

⁹⁷ Ministère de la Défense nationale, "Stratégie d'acquisition de la Défense: Le Canada d'abord", http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1973; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

⁹⁸ Ce plan visait l'acquisition de quatre C-17 *Globe master*, d'une flotte de 16 avions de transport tactique CC-130 *Hercules*, d'hélicoptères *Chinook* de transport moyen à lourd, des véhicules logistiques et de trois navires de soutien, Ministère de la Défense nationale, "Stratégie d'acquisition de la Défense: Le Canada d'abord", http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1973; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

⁹⁹ Gouvernement du Canada, "Un leadership fort. Un Canada meilleur", *Discours du Trône 2007*, <http://www.sft-ddt.gc.ca/fra/media.asp?id=1364>; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

¹⁰⁰ *Ibid.*

vraiment. Tous les ingrédients sont pourtant présents pour y parvenir. Les gouvernements ont tous orienté de façon très claire leur politique internationale. Mais l'absence d'une stratégie nationale a continué d'en limiter la portée, le contrôle et la compréhension du côté de la population. Le gouvernement de Paul Martin fut néanmoins le plus prometteur dans cette croisade. Toutefois, la courte durée de son mandat l'a empêché de concrétiser ses idées.

L'absence d'une stratégie nationale n'est pas un cas isolé dans l'histoire contemporaine du Canada. Sean Maloney dira de la fin des années 1970-80 que "le gouvernement Trudeau donnait l'impression d'être trainé de force dans chacune des opérations [outre-mer] et que le [Ministère] de la défense nationale n'était pas particulièrement intéressé dans ces missions sans un support adéquat en termes d'équipement et de finance"¹⁰¹. Cette conjoncture découlait du fait que le premier ministre Trudeau souhaitait rétablir les priorités de sa politique étrangère vers une diplomatie moins militarisée¹⁰². Bref, au fil des ans, le problème en est venu à un point tel où David Jones comparait les politiques canadiennes à un "bretzel"¹⁰³. Cette analogie faisant allusion au manque de direction dans l'application de la politique internationale canadienne et qui illustre par le fait même, l'absence d'une stratégie nationale. Mais là où le problème est encore plus criant, c'est lorsqu'une mission telle que celle en Afghanistan en vienne à être "vendue" aux Canadiens sous la bannière de la sécurité humaine¹⁰⁴. Or, si tel était le cas, les FC seraient aujourd'hui au Darfour et non pas en Afghanistan. Comme le mentionnait Stephen Harper lors d'une visite en Afghanistan, il en va bien plus des intérêts nationaux du Canada d'y participer que de la sécurité humaine¹⁰⁵. Ceci

¹⁰¹ Sean M. Maloney, "In the Service of Forward Security: Peacekeeping, Stabilization, and the Canadian Way of War", extrait de *The Canadian Way of War: Serving the National Interest*, sous la direction de Bernd Horn (Toronto, ON: Dundurn Press, 2006), p. 310.

¹⁰² Andrew Richter, op. cit. p. 56.

¹⁰³ David Jones, "When Politics Trumps Security: A Washington Vantage Point", *Policy Options*, Vol 26 no 4 (mai 2005): p. 46.

¹⁰⁴ Charles Létourneau et Justin Massie, "Un symbole à bout de souffle? Le maintien de la paix dans la culture stratégique canadienne", *Études internationales*, Vol. 37, no 4 (décembre 2006), p. 572.

¹⁰⁵ Bureau du Premier Ministre, "Discours de Stephen Harper en Afghanistan", 13 mars 2006 [en ligne]; accessible à

suscite une autre question. Que sont exactement les intérêts nationaux fondamentaux du Canada, et sont-ils servis par une stratégie nationale?

2.2.3. Les intérêts nationaux

Les intérêts fondamentaux du Canada, contrairement aux valeurs canadiennes, sont très peu définis de façon officielle. Ils sont pourtant fort simples. Comme il fut démontré lors de l'étude des politiques internationales, les trois intérêts fondamentaux qui en ont guidé les visées jusqu'à ce jour sont l'unité nationale¹⁰⁶, la stabilité internationale (la sécurité), et les liens commerciaux avec les autres pays (prospérité). Ces trois intérêts ont pour objectif commun de préserver et d'amélioration le style de vie des citoyens canadiens¹⁰⁷. Ces intérêts faisaient d'ailleurs partie intégrale des fondements de la politique étrangère de Paul Martin senior. Pour les protéger, la stratégie du temps de St-Laurent et de Pearson était de pouvoir exercer une forte influence dans le monde. Comme il fut démontré dans la première Partie de ce mémoire, ceci expliqua en grande partie la motivation du Canada de participer aux missions du Suez, à Chypre, en Europe et présentement, en Afghanistan. Il est à noter que ces missions répondaient aussi aux intérêts d'autres nations. Les États-Unis comprirent eux aussi l'importance d'un monde stable et prospère. C'est pourquoi, contrairement à la croyance populaire, ils participèrent eux aussi à un bon nombre d'opérations internationales¹⁰⁸. C'est d'ailleurs en grande partie grâce à leurs moyens logistiques et à leurs ressources en transport stratégique que

http://pm.gc.ca/includes/send_friend_eMail_print.asp?URL=/eng/media.asp&category=2&id=1056&langFlg=e; Internet; consulté le 22 février 2008.

¹⁰⁶ Le très honorable Louis St-Laurent, "The Foundations of Canadian Policy in World Affairs", *Duncan & John Gray Memorial Lecture*, 13 janvier 1947 [en ligne]; accessible à <http://www.geocities.com/rwvong/future/stlaurent.html>; Internet; consulté le 28 janvier 2008.

¹⁰⁷ Ministère des Affaires étrangères, *Fierté et influence: notre rôle dans le monde*, <http://geo.international.gc.ca/cip-pic/ips/ips-overview2-fr.aspx>; Internet; consulté le 20 janvier 2008, avant-propos du premier ministre.

¹⁰⁸ Joseph T. Jockel, *Canada and International Peacekeeping* (Washington: Center for Strategic and International Studies, 1994), p. 22.

le Canada pu se déployer dans bon nombre d'entre elles¹⁰⁹. Il est important de noter que ces dernières visaient bien plus qu'un monde stable et sécuritaire. Desmond Morton avance même que la participation du Canada en Afghanistan est davantage reliée aux répercussions économiques qu'occasionnerait une attaque terroriste sur l'Amérique du Nord plutôt qu'aux effets dévastateurs d'une telle attaque sur le Canada¹¹⁰. Toujours est-il qu'il en va une fois de plus des liens économiques internationaux et de la stabilité mondiale, deux intérêts fondamentaux pour le Canada.

Il est aussi important de noter que les deux intérêts qui viennent d'être discutés, lient intimement le Canada à son voisin du sud. Le Canada, exportant plus de 80% de ses produits vers les États-Unis, devient effectivement très dépendant de ces derniers¹¹¹. En fait, plus du quart des marchandises exportées, environ 100 milliards de dollars annuellement, transitent par le pont Ambassadeur de Windsor vers les États-Unis. Puisque la stabilité mondiale et le commerce international sont intrinsèques à la politique internationale du Canada, ses décisions stratégiques n'ont d'autre choix que de tenir compte des politiques promulguées par Washington en matière de sécurité¹¹². Et c'est le cas, mais de façon qui peut parfois paraître nébuleuse. Par exemple, dans son livre *The Unexpected War: Canada in Kandahar*, Janice Stein révèle que certaines décisions prises par Ottawa le sont, plus souvent qu'autrement, dans l'optique de préserver l'harmonie dans les relations canado-états-uniennes. Pour ne citer que la plus importante de l'heure, elle y mentionne la participation du Canada à la mission en Afghanistan. Elle suggère ainsi que le déploiement des FC dans cette zone d'opération résulte davantage d'une volonté de plaire à Washington que dans la poursuite d'objectifs purement canadiens¹¹³.

¹⁰⁹ Norman Hillmer, "Peacekeeping: Canadian Invention, Canadian Myth", dans *Welfare States in Trouble: Historical Perspectives on Canada and Sweden*, sous la direction de J.L. Granatstein et Sune Akerman (North York, ON: Swedish Canadian Academic Foundation, 1994), p. 160.

¹¹⁰ Desmond Morton, *Understanding Canadian Defence* (Toronto, ON: Penguin Canada, 2003), p. 24.

¹¹¹ Claude Couillard, "La tendance à la baisse", *Radio-Canada.ca*, 13 février 2008 [en ligne]; accessible à <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2008/02/13/001-Exportations-Tendance.shtml>; Internet; consulté le 2 mars 2008.

¹¹² Stephan Fitch et Joann Muller, "The Troll Under the Bridge", *Forbes.com*, 15 novembre 2004 [en ligne]; accessible à http://www.forbes.com/forbes/2004/1115/134_print.html; Internet; consulté le 2 mars 2008.

Cette méthode dénote indéniablement, et une fois de plus, l'absence d'une stratégie internationale canadienne. La prochaine section tentera donc de comprendre ce qui empêche les gouvernements d'en élaborer une qui soit viable. Pour ce faire, le mémoire s'attardera aux valeurs et à l'identité du peuple canadien.

2.3 Le peuple canadien

"We're always there, like boy scouts, somewhat. We're happy and Canadians love it. They think it is a nice way to be present around the world."¹¹⁴

– Jean Chrétien, au moment d'envoyer des troupes au Timor oriental.

Le mémoire a jusqu'à ce point démontré comment le Canada n'était pas le pays idéaliste qui n'agissait que sur les prémisses de ses valeurs. Il y fut établi que les Canadiens, depuis la Seconde Guerre mondiale, ont agi en fonction de leur intérêts nationaux, combattu au sein de coalitions et mené une politique internationale dans le but d'accroître son influence sur la scène mondiale¹¹⁵. Toutefois, ces actions ont également eu pour effet d'engendrer l'idéologie d'une superpuissance morale¹¹⁶. Celle-ci veut que le Canada guide les autres nations vers un monde meilleur et paisible. Cette rhétorique en est venue à séduire les Canadiens et s'est, petit à petit, fermement ancrée dans la conscience populaire. Les gouvernements l'ont bien compris et n'ont jamais tenté de la contrecarrer. En fait, Douglas Bland dira que "la politique de défense canadienne réelle, par opposition à celle décrite dans les documents officiels, est le résultat de décisions issues d'une structure subordonnée aux aspects de l'identité nationale"¹¹⁷. Il devient donc

¹¹³ Janice Gross Stein et Eugene Lang, *The Unexpected War: Canada In Kandahar* (Toronto, ON: Viking Canada, 2007), p. 13.

¹¹⁴ Mike Trickey, et Mark Kennedy, "Chrétien doubts Canada will send 600 soldiers: Forces prepare "like boy scouts" to fulfill request in East Timor", *Ottawa Citizen*, 14 septembre 1999, p. A10.

¹¹⁵ Norman Hillmer et J.L. Granatstein, *Empire to Umpire*, 2e éd. (Toronto, ON: Nelson, 2008), p. 347.

¹¹⁶ *Ibid.* .

¹¹⁷ Douglas Bland, "The Public Administration of Defence Policy" (matériel de cours de l'activité C/DS 522/CDM/SM-1 du cours sur la Gestion de la Défense, Collège des Forces canadiennes, 2007), p. 2.

important d'en étudier la teneur afin de bien en comprendre la portée réelle sur la capacité de produire une stratégie internationale canadienne. Pour ce faire, cette section se penchera sur trois caractéristiques reliées à l'identité nationale. Celles-ci sont d'abord la perception d'une menace sur le territoire, ensuite la notion de puissance moyenne et finalement les valeurs de cette nation.

2.3.1 La perception d'une menace sur le Canada

En 1920, le sénateur Raoul Dandurand, s'adressant à la Société des Nations, fit l'observation que "le Canada était [*sic*] une maison à l'épreuve du feu, située loin des matériaux inflammables"¹¹⁸. En d'autres termes, qu'aucune menace ne pesait sur le Canada. Près d'un siècle plus tard, la population canadienne ne semble pas penser si différemment. Le 14 janvier 2008, lorsqu'interrogé sur ce que devrait être la plus grande priorité du gouvernement en ce moment, seulement 4% des Canadiens choisirent le terrorisme. À leurs yeux, les priorités les plus importantes étaient l'environnement à 22%, la santé à 12%, l'économie à 12% et finalement la bonne gouvernance des élus à 8%¹¹⁹. L'ancien chef d'état-major et plus tard ministre de la Défense Paul Hellyer, avancera même que la pire menace dans le monde en ce moment se veut la présidence de George W. Bush¹²⁰. Ce genre de perception discrédite nécessairement ceux qui préconisent une hausse des dépenses militaires. Toutefois, certains, comme le lieutenant-général Leslie, avanceront que la population canadienne perçoit de plus en plus la présence d'une menace sur leur style de vie, et ceci explique leur consentement face aux augmentations budgétaires pour les FC¹²¹. Mais cette explication ne fait pas l'unanimité.

¹¹⁸ Walter A. Riddell, *Documents On Canadian Foreign Policy 1917-1939* (Toronto, ON: Oxford University Press, 1962), p. 464.

¹¹⁹ The Strategic Counsel, "A Report to the Globe and Mail and CTV: Economy, Leader Positives/Negatives, Afghanistan, Carbon Tax – January 14, 2008", http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf; Internet; consulté le 15 janvier 2008, p. 5.

¹²⁰ Paul Hellyer, *One Big Party: To Keep Canada Independent* (Toronto, ON: Chimo Media, 2003), p. 142.

¹²¹ MGen Andrew Leslie, "A Canadian View of The Three-Block War and Beyond", extrait de *Beyond the Three-Block War*, sous la direction de Deborah Bayley et Ewa K. Petruczynik (Toronto, ON: Canadian Institute of Strategic Studies, 2006), p. 2.

D'autres diront que l'élite canadienne perçoit la défense comme un véhicule afin de promouvoir des intérêts non-reliés à la défense¹²². Ceci pourrait s'expliquer du fait que la défense représente le plus gros fonds discrétionnaire au sein des finances fédérales¹²³. Il peut donc être prudemment assumé que l'acceptation, par la population, des augmentations actuelles dans les budgets militaires, découle directement du cycle économique favorable qui prévaut. Donc, le sentiment sécurité qui prévaut dans l'esprit populaire devra immanquablement être considéré lors de la formulation de toute stratégie nationale.

Il faut aussi réitérer que cette perception n'est celle que de la population. Stephen Harper, au contraire, justifie ces augmentations en faisant référence à un monde dangereux. Justifiant la nouvelle hausse de l'enveloppe budgétaire de la défense, il mentionnait que: "dans le monde dangereux d'aujourd'hui, le Canada a besoin d'une armée crédible pour être un leader crédible"¹²⁴. Cette perspective est toutefois critiquée des politiciens de gauche et ne reflète pas celle de la population¹²⁵.

2.3.2 Le concept de puissance moyenne

Un deuxième aspect caractérisant le Canada est sa volonté d'exercer une influence sur la scène mondiale, tout en demeurant distinct de son partenaire économique principal, les États-Unis. Ainsi est née la notion de puissance moyenne. Cette dernière fit surface suite à la Deuxième Guerre mondiale alors que le Canada cherchait un statut pouvant le différencier des autres nations n'ayant pas contribué avec autant de ferveur à l'effort de

¹²² J. Fergusson, "In the Research of a Strategy: The Evolution of Canadian Defence Industrial and Regional Benefits Policy", extrait de *The Economics of Offsets Defence Procurement and Countertrade*, sous la direction de S. Martin (York, UK: Harwood Academic Publishers, 1996), p. 107-137.

¹²³ Craig J. Stone et Binyam Solomon, "Canadian Defence Policy and Spending", *Defence and Peace Economics*, Vol. 16, no.3 (juin 2005): p. 161.

¹²⁴ Alexandra Panetta, "Harper annonce une hausse des dépenses militaires", cyberpresse, 21 février 2008 [revue en ligne]; accessible à <http://www.cyberpresse.ca/article/20080221/CPACTUALITES/80221200/1025/CPACTUALITES>; Internet; consulté le 22 février 2008.

¹²⁵ *Ibid.*

guerre¹²⁶. Denis Stairs avance que ce concept est toutefois dangereux: "Nous sommes devenus trop optimistes face à notre capacité de transformer à notre image, des sociétés où vivent des peuples dont les normes, les traditions et les circonstances sont très différentes des nôtres"¹²⁷. Cette notion de puissance moyenne entraînera donc d'énormes contraintes dans la formulation d'une stratégie nationale.

La principale contrainte pèse sur les discours des politiciens dû au perpétuel souci qu'a le Canada de vouloir "affirmer sa place dans le monde"¹²⁸. Pour que l'influence dont le Canada se propose d'exercer dans le monde soit crédible, le pays se doit d'agir en son nom propre et de façon libre. Il ne doit donc pas être perçu ni de l'extérieur, ni de l'intérieur comme une nation qui agit aveuglément en parfait accord avec les politiques étrangères des superpuissances. Il suffit de rappeler la publicité de Molson "I am Canadian" qui illustre bien le besoin des Canadiens de vouloir se donner une identité qui leur est propre et bien différente de celle de leurs voisins du Sud. Mais comme il fut déjà démontré, un des intérêts nationaux du Canada, que le gouvernement le veuille ou non, se situe dans les relations commerciales qu'il entretient avec les États-Unis. Plusieurs facteurs militent en ce sens. Les États-Unis sont un pays prospère, proche du Canada, de même langue et où les valeurs, la technologie et la culture y sont similaires comparées au reste du monde. Mais surtout, un pays vers lequel le Canada expédie 80% de ses exportations¹²⁹. Le gouvernement canadien baigne ainsi dans la difficile situation de dépendre de l'économie américaine, sans toutefois pouvoir se permettre de s'y assujettir. Une telle éventualité aurait pour effet de compromettre son intégrité sur la scène mondiale. Ce rapprochement est d'ailleurs sous la loupe de nombreux auteurs. Ceux-ci réfutent sans relâche le fait que les valeurs canadiennes s'apparentent de plus en

¹²⁶ Adam Chapnick, "The Canadian Middle Power Myth", *International Journal*, Vol. 55, no. 2 (2000), p. 190.

¹²⁷ Denis Stairs, "The Menace of General Ideas in the Making and Conduct of Canadian Foreign Policy", extrait de la lecture au *O.D. Skelton Memorial* (Ottawa, ON: Department of Foreign Affairs and International Trade, 25 octobre 2006), p. 1-28.

¹²⁸ Gouvernement du Canada, "Un leadership fort. Un Canada meilleur", *Discours du Trône 2007*, <http://www.sft-ddt.gc.ca/fra/media.asp?id=1364>; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

¹²⁹ Claude Couillard, "La tendance à la baisse", *Radio-Canada.ca*, 13 février 2008 [en ligne]; accessible à <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2008/02/13/001-Exportations-Tendance.shtml>; Internet; consulté le 2 mars 2008.

plus à celles des États-Unis. Dans son livre *Fire and Ice: The United States, Canada and the Myth of Converging Values*, Adams établit que le rapprochement des valeurs canadiennes et américaines relève du mythe. Il conclut qu'il en est ainsi à cause des grands écarts historiques et d'une différence marquée dans les institutions de ces deux pays. Il concède la possibilité d'une intégration technologique et économique, mais pas celle de nature culturel ou politique¹³⁰. Jennifer Welsh, auteure de la politique internationale canadienne de 2005, abonde en ce sens. Elle admet que les liens économiques se resserrent, mais que les Canadiens ne veulent pas seulement appuyer leur réussite sur l'accumulation de richesses, mais également sur: "des rues sécuritaires, des enfants en santé, des villes propres, une infrastructure publique solide et d'un filet de sécurité pour réchapper ceux qui sont touchés par une tragédie dans leur vie"¹³¹. Finalement, Myrna Kostash analyse l'ouverture des marchés en fonction du style de vie des Canadiens. Elle conclut que les citoyens sont pour la mondialisation, sans toutefois vouloir sacrifier leurs programmes sociaux. La raison avancée est très simple: "nous nous soucions de tous et chacun"¹³². Il y a donc, dans les plus profondes entrailles de l'identité canadienne, une rhétorique et des valeurs impossibles à ignorer. Mais que sont-elles exactement?

2.3.3 Les valeurs canadiennes

Selon Stephen Harper, les valeurs canadiennes sont le droit de la personne, la démocratie, la liberté et la primauté du droit¹³³. Le troisième et dernier aspect de l'identité canadienne traité ne portera toutefois pas sur les valeurs elles-mêmes, mais plutôt sur leurs disparités à l'intérieur du Canada. D'ores et déjà, celles-ci sont remises en

¹³⁰ M. Adams, *Fire and Ice: The United States, Canada and the Myth of Converging Values* (Toronto, ON: Penguin, 2003), p. 143.

¹³¹ Jennifer Welsh, *At Home In The World: Canada's Global Vision for the Twenty-First Century* (Toronto, ON: Harper Collins, 2004), p. 88.

¹³² Myrna Kostash, *The Next Canada: In Search of Our Future Nation* (Toronto, ON: McClelland & Stewart, 2000), p. 327.

¹³³ Gouvernement du Canada, "Un leadership fort. Un Canada meilleur", *Discours du Trône 2007*, <http://www.sft-ddt.gc.ca/fra/media.asp?id=1364>; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

cause par certains universitaires. Jack Granatstein, par exemple, offrira que les vraies valeurs canadiennes sont l'ouverture, la démocratie, la liberté et la prospérité¹³⁴. Cependant, la différence la plus notoire réside dans le poids qu'il leur accorde. Toujours selon lui, ces valeurs ne devraient pas dicter la politique d'un pays: "Ce serait une politique de missionnaires prêchant la bonne parole du 21^{ème} siècle, pas la politique d'une nation [...]"¹³⁵. Les intérêts nationaux doivent alors être ce qui guide les décisions d'une nation, pas ses valeurs.

La vision qui lui contraste le plus est certainement celle arborée par le Québec. Jack Granatstein adjoindra aux Québécois la valeur d'être un peuple pacifiste¹³⁶. Quoique l'auteur de ce mémoire soit en désaccord avec la force de cette affirmation, il lui accordera néanmoins un fond de vérité. En septembre 2006, suite aux cinq décès survenus en deux jours en Afghanistan, Gilles Duceppe, au nom des Québécois, affirmait que "le premier ministre Harper s'alignait derrière le président George Bush [vis-à-vis la guerre au terrorisme] et que les Québécois étaient fermement en désaccord"¹³⁷. Les sondages supportent également cette affirmation. Un sondage du Strategic Counsel identifiait que 70% des Québécois s'opposaient à la mission en Afghanistan alors que le reste du Canada se situait à 51%¹³⁸. Similairement, à l'automne 2006, 70% des Québécois voulaient que la force multinationale négocie avec les Talibans et 63% voulaient également que les troupes se retirent de l'Afghanistan¹³⁹. Cette dissemblance

¹³⁴ J.L. Granatstein, *Whose War is it? How Canada Can Survive In The Post- 9/11 World* (Toronto, ON: HarperCollins, 2007), p. 68.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ J.L. Granatstein, *Whose War is it? How Canada Can Survive In The Post- 9/11 World* (Toronto, ON: HarperCollins, 2007), p. 136.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 137.

¹³⁸ The Strategic Counsel, "A Report to the Globe and Mail and CTV: Economy, Leader Positives/Negatives, Afghanistan, Carbon Tax – January 14, 2008", http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf; Internet; consulté le 15 janvier 2008, p. 22.

¹³⁹ Startegic Polling dans J.L. Granatstein, *Whose War is it? How Canada Can Survive In The Post- 9/11 World* (Toronto, ON: HarperCollins, 2007), p. 159.

est si réelle qu'elle est palpable au sein même des FC¹⁴⁰. Un sondage interne publié en 2005 illustre que les soldats québécois, contrairement à ceux des autres provinces, favorisaient grandement les opérations humanitaires et celles d'aide au pouvoir civil par rapport à celles de combat¹⁴¹. Ce dernier aspect sous-entend donc l'existence de certaines contraintes d'unité nationale dans l'élaboration d'une éventuelle stratégie internationale¹⁴².

2.3.4 L'incidences des aspects d'identité nationale

Tous ces aspects de l'identité nationale canadienne entraînent des contraintes dans la formulation d'une stratégie nationale. De plus, ils semblent aussi entrer en conflit les uns par rapport aux autres. Par exemple, la vision d'être une puissance moyenne requiert un influx budgétaire solide envers la défense, afin de ne pas dépendre entièrement des États-Unis. D'un autre côté, l'absence d'une menace perçue fait en sorte qu'il est assez impopulaire pour un gouvernement d'augmenter les budgets de la Défense au détriment de baisses d'impôt ou de programmes sociaux qui touchent la population plus directement. Et ceci, bien que le Canada soit le seul pays du G8 à engranger des surplus budgétaires, tout en étant celui qui contribue le moins à ses dépenses militaires¹⁴³.

Le compromis acceptable fut donc le mythe des casques bleus. Cette niche répondait aux attentes d'une nation qui n'avait pas, ou ne pouvait pas, commettre tous les moyens requis pour se doter d'une influence dans le monde¹⁴⁴. L'historien Norman

¹⁴⁰ Myrna Kostash, *The Next Canada: In Search of Our Future Nation* (Toronto, ON: McClelland & Stewart, 2000), p. 327.

¹⁴¹ Ministère de la Défense nationale, *Canada's Soldiers: Military Ethos and Canadian Values in the 21st Century*, 2005, [en ligne]; accessible à <http://www.army.forces.gc.ca/lf/Downloads/CanadasSoldiers.pdf>; Internet; consulté le 12 janvier 2008, p. 25

¹⁴² Charles Létourneau et Justin Massie, "L'Afghanistan: Archétype d'une "nouvelle" politique étrangère canadienne?", *Option Politique*, Vol. 27, no. 10 (décembre 2006 – janvier 2007), p. 33.

¹⁴³ Andrew Cohen, *While Canada Slept. How We Lost Our Place in the World* (Toronto, ON: McClelland and Stewart, 2003), p. 161.

¹⁴⁴ Kimberly Marten, "Lending Forces: Canada's Military Peacekeeping", extrait de *Handbook of Canadian Foreign Policy*, sous la direction de Patrick James, Nelson Michaud et Marc J. O'Reilly (Toronto, ON: Lexington Books, 2006), p. 167.

Hillmer avance même que le maintien de la paix devint l'objectif non-avoué de la politique internationale canadienne car "il répond aux souhaits d'un public soucieux de croire que le rôle du Canada sur la scène mondiale est celui d'agir comme une conscience universelle, non teinté de politique ou d'intérêts égoïstes"¹⁴⁵. Une autre raison qui renforça le mythe fut le besoin du Canada de vouloir se différencier des États-Unis¹⁴⁶. L'article 2 du traité de l'OTAN illustre l'intérêt du Canada de s'en remettre aux accords multilatéraux pour ne pas se faire étouffer par une alliance bilatérale avec les USA¹⁴⁷. Il est aussi reconnu que le Canada, comme puissance moyenne, ne pouvait veiller seul à ses intérêts par l'usage de la force. Il l'a donc fait par l'intermédiaire des organismes internationaux. Il pouvait ainsi espérer influencer les actions des autres nations, notamment celles des États-Unis¹⁴⁸.

Quoiqu'il en soit, l'approche basée sur le mythe comporte néanmoins un danger, surtout si cette nation veut exercer une influence qui lui est propre sur la scène mondiale. Ce faisant, le pays pourrait être tenté de s'en remettre à l'ONU ou l'OTAN en matière de pensée stratégique. Or, ce mémoire a déjà associé le Canada à ce constat. Ce dernier, dû à l'importance de ses intérêts nationaux et du peu de ressources qu'il peut consacrer à leur protection, n'a donc aucun autre choix que de considérer très sérieusement toutes les demandes en provenance de ces organisations, et ceci, qu'il en soit directement avantagé ou non. David Jones, un membre de l'ambassade américaine à Ottawa, mentionnait comment, dans le cas contraire par exemple, le lien de confiance entre le Canada et les

¹⁴⁵ Norman Hillmer, "Peacekeeping: Canadian Invention, Canadian Myth", extrait de *Welfare States in Trouble: Historical Perspectives on Canada and Sweden*, sous la direction de J.L. Granatstein et Sune Akerman (North York, ON: Swedish Canadian Academic Foundation, 1994), p. 159.

¹⁴⁶ Duane Bratt, "Warriors or Boy Scouts? Canada and Peace Support Operations", extrait de *Readings in Canadian Foreign Policy: Classic Debates and New Ideas*, sous la direction de Duane Bratt et Christopher J. Kukucha (Don Mills, ON: Oxford University Press, 2007), p. 239.

¹⁴⁷ L'article 2 de la Charte apporte un volet économique en sus de celui militaire au Traité de l'Atlantique nord. Il est estimé que cet article répondait à la volonté du Canada de ne pas dépendre uniquement des États-Unis sur le plan économique. Steven Kendall Holloway, *Canadian Foreign Policy: Defining the National Interest* (Pererborough, ON: Broadview Press, 2006), p. 66.

¹⁴⁸ Stéphane Roussel et Chantal Robichaud, "L'état postmoderne par excellence? Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada", *Études internationales*, Vol. 35, no.1 (mars 2004): p. 166.

États-Unis s'était affaibli, suite à la manière que Paul Martin avait rejeté la possibilité de voir le Canada participer au système de défense anti-missile¹⁴⁹.

La politique internationale du Canada basée sur une forte rhétorique onusienne, fit donc du maintien de la paix, la niche qui servit à donner un profil international au Canada¹⁵⁰. Le mythe, dû à l'absence d'une stratégie forte et claire, en est même devenu la stratégie internationale du Canada¹⁵¹. Sous cet angle, les propos tenus par Jean Chrétien lors de l'envoi des troupes au Timor oriental, prennent alors tout leur sens: "Nous sommes heureux et les Canadiens aiment ça. Ils pensent que c'est une belle manière d'être présent autour du monde"¹⁵². Cette approche en est donc une dite de "gagnant-gagnant", abstraction faite du manque de direction stratégique qui s'y associe.

2.4 Sommaire

Ce chapitre vient d'illustrer le manque d'une stratégie nationale en support à la politique internationale canadienne. L'étude des documents et discours officiels corrobora effectivement l'absence d'une telle stratégie au sein des politiques internationales du pays. L'analyse se poursuit alors à la recherche de contraintes, émanant du peuple canadien, qui auraient pu en continger l'existence. Cette section en illustre trois que voici:

- 1- La population, en général, ne perçoit aucune menace immédiate sur le territoire canadien;
- 2- Il existe un besoin de différenciation par rapport aux États-Unis qui découle de la volonté du Canada de se classer au rang de puissance moyenne; et
- 3- probablement la plus importante, les valeurs au sein du Canada n'y sont pas uniformes. Il en résulte donc des pressions sur le discours officiel.

¹⁴⁹ David Jones, "When Politics Trumps Security: A Washington Vantage Point", *Policy Options*, Vol. 26, no 4 (mai 2005): p. 45.

¹⁵⁰ Norman Hillmer, "Peacekeeping: Canadian Invention, Canadian Myth", extrait de *Welfare States in Trouble: Historical Perspectives on Canada and Sweden*, sous la direction de J.L. Granatstein et Sune Akerman (North York, ON: Swedish Canadian Academic Foundation, 1994), p. 162.

¹⁵¹ Scot Robertson, "Years of Innocence and Drift: The Canadian Way of War in the Post-Cold War Era", extrait de *The Canadian Way of War: Serving the National Interest*, sous la direction de Bernd Horn (Toronto, ON: Dundurn Press, 2006), p. 362.

¹⁵² Mike Trickey et Mark Kennedy, "Chrétien doubts Canada will send 600 soldiers: Forces prepare "like boy scouts" to fulfill request in East Timor", *Ottawa Citizen*, 14 septembre 1999, p. A10.

Tous ces aspects relatifs à l'identité nationale auront eu pour effet que les missions de maintien de la paix deviendront la niche de prédilection pour tous les gouvernements satisfaits de s'en remettre aux organismes internationaux en matière de stratégie internationale. Ceci permit ainsi au mythe des casques bleus de bien s'enraciner et de tinter les institutions et la politique internationale du Canada. Cette approche devint donc du coup la stratégie canadienne, aussi faible que cela puisse sembler.

Mais pour l'instant, l'approche de s'en remettre à l'ONU ou à l'OTAN en matière de pensée stratégique ne semble plus viable. L'augmentation des coûts associés aux opérations outre-mer, leur complexité et le nombre sans cesse croissant de soldats canadiens y laissant leur vie jure avec l'image que véhiculait le mythe et qui faisait l'unanimité au sein de la population. Les missions contemporaines ne sont plus à prix modique, sécuritaires et aussi impartiales que les Canadiens semblaient croire. Il s'agit d'une cassure bien réelle puisque même les FC, équipées pour les missions de la paix à faible intensité, n'étaient pas prêtes pour y faire face¹⁵³. Il devient alors non seulement nécessaire, mais urgent d'y remédier. Le chapitre 3 se voudra ainsi une réflexion à cet effet.

¹⁵³ Carol Off, *The Ghosts of the Medak Pocket: The Story of Canada's Secret War* (Toronto, ON: Vintage, 2004), p. 240.

CHAPITRE III. RECOMMANDATION

Jusqu'à ce point, ce mémoire établit l'existence du mythe des casques bleus et en attribua la cause au manque d'une stratégie nationale en support à la politique internationale canadienne. Poursuivant dans cette lancée, cette partie se voudra une réflexion sur les considérations à tenir compte afin de pouvoir mettre sur pied une stratégie nationale qui soit efficace et réalisable. Cette réflexion débutera par l'étude des trois écoles de pensée qui débattirent du rôle des FC en appui à la politique étrangère. Malgré les vues diamétralement opposées de certaines d'entre elles, cette section tentera néanmoins d'en extraire certains points communs,. Puis, fort de ces considérations et de celles extraites lors de l'analyse de l'identité canadienne du chapitre 2, l'auteur présentera les étapes qui, selon lui, devraient être considérées dans la quête d'une stratégie nationale.

3.1 Les écoles de pensée

3.1.1 L'école Canada 21

Cette première école de pensée est nommée Canada 21 en référence à un groupe de professionnels qui, suite à la fin de la Guerre froide, réfléchirent sur ce que devrait être le rôle des FC à l'aube du 21^{ième} siècle. Cette école ne se limitera toutefois pas aux auteurs de ce groupe de travail, mais englobera tous ceux qui prônent la prédominance des missions de maintien de la paix comme mandat international pour les FC. Cette école se base essentiellement sur deux prémisses. D'abord, qu'il n'existe aucune menace immédiate qui pèse ou qui pèsera sur le Canada ou ses alliés. Ensuite, que le contexte financier du Canada ne permettra pas, ni ne devrait permettre, une augmentation substantielle dans les budgets de la Défense. Par conséquent, ils estimèrent que des choix doivent s'effectuer puisque le mandat des Forces canadiennes qui prévalait au début des années 1990, était devenu trop ambitieux compte tenu du peu de moyens qui pouvaient lui être conférés. Les recommandations de cette école seront donc à l'effet que les FC

devraient uniquement être mandatées de "protéger la souveraineté du Canada et de participer aux missions [de l'ONU] visant à garantir la sécurité commune"¹⁵⁴.

L'incidence de cette voie verrait le Canada se retirer du traité de l'OTAN, éliminer la capacité de transport stratégique de la force aérienne, diminuer le personnel au sein du quartier-général de la défense nationale (QGDN) et augmenter la force terrestre de l'équivalent d'une brigade ¹⁵⁵. Le livre *Tested Mettle* entérine également ce genre de restructuration. Ses auteurs poussent néanmoins le sort du QGDN d'un cran. Il propose l'abolition pure et simple de ce quartier-général et le retour à trois services distincts. La force terrestre n'aurait que pour seule fonction de fournir 2,000 soldats en tout temps, et n'importe où dans le monde. Les mandats de la marine et de l'aviation, quant à eux, se limiteraient à appuyer les opérations de maintien de la paix soutenues par l'armée¹⁵⁶. Dans cette même ligne d'idées, Walter Dorn soutient que seules les missions légitimement mandatées par l'ONU et basées sur un usage minimal de la force seront celles qui obtiendront plus facilement l'appui de la population¹⁵⁷. Il ne ferme toutefois pas la porte à d'autres types d'intervention, mais celles-ci devraient être des exceptions, et donc faire l'objet d'un débat public. C'est aussi dans le cadre d'une telle perspective que certains auteurs identifieront la BIRFA (brigade d'intervention rapide des forces en attente) de l'ONU comme le rôle principal que devrait jouer le Canada sur la scène mondiale¹⁵⁸.

Tout ceci s'effectuerait donc dans l'optique que la pensée stratégique militaire canadienne serait transférée à l'ONU et que le Canada se spécialiserait dans les opérations du maintien de la paix au service d'une sécurité commune. À première vue, ces idées

¹⁵⁴ L'ensemble des informations de ce paragraphe ainsi que cette citation sont extraites de Ivan L. Head et autres, *Canada 21: Le Canada et la sécurité commune au XXI^e siècle* (Toronto, ON: Université de Toronto, 1994), p. 87-91.

¹⁵⁵ Ivan L. Head et autres, *Canada 21: Le Canada et la sécurité commune au XXI^e siècle* (Toronto, ON: Université de Toronto, 1994), p. 71.

¹⁵⁶ Scott Taylor et Brian Nolan, *Tested Mettle: Canada's peacekeepers at War* (Ottawa, ON: Esprit de Corps Books, 1998), p. 248.

¹⁵⁷ Walter Dorn, "Peacekeeping: Then, Now and Always", *Canadian Military Journal*, Vol. 6, no. 4 (hiver 2005): p. 106.

¹⁵⁸ Peter Armstrong Whitworth, "La BIRFA représente-t-elle la contribution canadienne de l'avenir aux opérations onusiennes de maintien de la paix?", *Revue militaire canadienne*, Vol. 8, no. 2 (été 2007): p. 33.

peuvent sembler extrémistes. Desmond Morton explique toutefois que la popularité de cette vision découle de la fierté des Canadiens par rapport aux missions du maintien de la paix. C'est justement cette fierté qui pousserait les adeptes de cette école à croire que le maintien de la paix puisse devenir l'unique rôle des FC¹⁵⁹. Selon eux, le mythe des casques bleus ne serait pas un mythe, mais la voie qui a généré le succès du Canada par le passé, et donc celle qui devrait être poursuivie dans l'avenir.

Toujours est-il que la grande faiblesse de cette approche réside encore et toujours dans le risque d'assujettir la pensée stratégique canadienne à celle de l'ONU. Cette avenue témoignerait d'un certain laxisme de la part du gouvernement face aux enjeux internationaux. À tout le moins, elle reflèterait un recul dans l'internationalisme engagé que le Canada s'est toujours proposé d'afficher. Cette perspective n'est toutefois pas automatique. Le gouvernement pourrait tout aussi bien décider d'exercer sa propre pensée stratégique, tout en l'intégrant à celle de l'ONU. Cette voie verrait la défense des intérêts du Canada passer par l'ONU plutôt qu'unilatéralement ou à l'aide de coalitions plus restreintes. Dans cet optique, l'assujettissement stratégique ne serait qu'une éventualité plutôt qu'un piège inévitable, puisque le Canada préserverait son aptitude de pouvoir mettre en application sa propre pensée stratégique. Cette possibilité sous-entendra donc un besoin de vigilance et des efforts diplomatiques accrus afin de pouvoir influencer efficacement les autres nations dans le forum onusien lorsque la défense de ses intérêts fondamentaux sera en cause.

3.1.2 L'école des forces expéditionnaires

La seconde école se situe en quelque sorte aux antipodes de celle du Canada 21. L'école des forces expéditionnaires est certainement celle qui gagne le plus d'appui dans la politique fédérale ces temps-ci.. Jennifer Welsh, auteure de l'actuelle politique internationale du Canada, prône qu'une approche souple (soft power) sans l'appui d'une

¹⁵⁹ Desmond Morton, *Understanding Canadian Defence* (Toronto, ON: Penguin Canada, 2003), p. 17.

approche plus musclée (hard power) ne peut être efficace¹⁶⁰. Tout comme elle, Paul Martin croit que le Canada devrait faire montre d'un internationalisme plus engagé:

Notre vieille identité de puissance moyenne limite inutilement ce que nous pouvons être et faire dans le monde. Le Canada peut apporter une contribution distincte, s'il continue de s'investir dans son rôle international et de faire sa part¹⁶¹.

Cette école visera donc un Canada écouté et pris au sérieux au sein de la communauté internationale. Vue sous cet angle, cette ligne de pensée n'est pas opposée à celle du Canada 21. Bien qu'elle ne rejette et ne nie pas l'importance de l'ONU, l'école des forces expéditionnaires croit toutefois que la destinée du Canada ne devrait pas se limiter à cette dimension. En fait, cette école de pensée se différencie par le niveau d'autonomie qu'elle prône. Ses promoteurs croient aussi qu'une méthode mieux structurée et plus articulée soit nécessaire pour y parvenir¹⁶². Comme le mentionne Douglas Bland, l'approche qui régit actuellement la politique internationale canadienne n'est pas suffisante pour parvenir à ses fins¹⁶³.

Les auteurs qui la composent réfutent donc l'idée que l'ONU puisse être la solution ultime pour déterminer la politique internationale du Canada. Selon eux, le Canada n'est pas une nation purement altruiste, pacifiste de nature et sans intérêts égoïstes¹⁶⁴. Andrew Cohen fera remarquer que Pearson n'était pas le "Monsieur ONU" que tous semblent vouloir croire. Il nous apprend qu'il était en fait un fervent supporteur des moyens de dissuasion plus coercitifs¹⁶⁵. Sean Maloney ajoute que "le maintien de la

¹⁶⁰ Jennifer Welsh, *At Home In The World: Canada's Global Vision for the Twenty-First Century* (Toronto, ON: Harper Collins, 2004), p. 182.

¹⁶¹ Ministère des Affaires étrangères, *Fierté et influence: notre rôle dans le monde*, <http://geo.international.gc.ca/cip-pic/ips/ips-overview3-fr.aspx>; Internet; consulté le 20 janvier 2008, Survol.

¹⁶² Douglas Bland, "Everything Military Officers Need to Know About Defence Policy-Making in Canada", extrait de *In Advance or Retreat? Canadian Defence in the 21st Century*, sous la direction de David Rudd, Jim Hansen et Jessica Blitt (Toronto, ON: Canadian Institute of Strategic Studies, 2000), p. 14.

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ Andrew Cohen, *While Canada Slept. How We Lost Our Place in the World* (Toronto, ON: McClelland and Stewart, 2003), p. 71.

¹⁶⁵ Andrew Cohen, *While Canada Slept. How We Lost Our Place in the World* (Toronto, ON: McClelland and Stewart, 2003), p. 70.

paix, tel qu'envisagé par Pearson, représentait une partie intégrale, mais non pas l'élément central de la stratégie du Canada [...]"¹⁶⁶. L'école des forces expéditionnaires croit donc que l'idée d'une force de casques bleus n'est qu'un mythe. Son discours prône aussi une politique internationale plus ambitieuse. Celle-ci devrait d'abord et avant tout, chercher la promotion des intérêts nationaux du Canada et la croissance de son influence, *sans* se restreindre à la solution onusienne¹⁶⁷.

Cette approche se démarque donc par la "vision stratégique" qui l'anime. Cette dernière vise l'accroissement de l'influence du Canada dans le monde et l'avancement de ses intérêts nationaux. C'est donc sur une telle vision que la formulation d'une stratégie nationale s'appuierait. Cette approche nécessiterait néanmoins un meilleur contrôle sur l'ensemble des intervenants œuvrant au service de la politique internationale canadienne. C'est ainsi que nous parlerons plus loin d'une intégration des opérations internationales de certains ministères dans le but de faciliter ce contrôle. Il en serait ainsi puisqu'aussi importants que les ressources et les objectifs d'une nation puissent être, sans une très bonne synchronisation et de bons plan d'actions, cette vision se vouerait à l'échec. Bref, sans stratégie nationale, cette approche serait vaine.

3.1.3 L'école hybride

Malgré son nom, cette école de pensée offre plus qu'un simple amalgame des deux précédentes. Son discours la distingue par le pari qu'elle propose: "celui de l'équilibre"¹⁶⁸. Cette approche n'incite donc pas de s'en remettre uniquement à l'ONU, ni n'encourage-t-elle de relayer cette organisation à un rôle secondaire. En fait, elle avise les décideurs de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Il en résulte donc une approche qui s'appuiera tantôt sur les forces de l'ONU, tantôt sur celles d'autres

¹⁶⁶ Sean Maloney, cité dans Andrew Cohen, *op. cit.*, p. 70.

¹⁶⁷ J.L. Granatstein, *Whose War is it? How Canada Can Survive In The Post- 9/11 World* (Toronto: HarperCollins, 2007), p. 201.

¹⁶⁸ Andrew F. Cooper et Jean-François Lévesque, "A Responsible Global Citizen? Canada Contributions", *International Insights*, Vol. 5, no. 5 (avril 2007): p. 7.

organisations ou coalitions. Cette école soumet que les missions au service de l'ONU ont toujours eu un but similaire à celles en appui aux organisations régionales¹⁶⁹; soit de répondre à un besoin de sécurité, et furent toujours entreprises en accord avec les valeurs canadiennes et en fonction des intérêts économiques et politiques du Canada¹⁷⁰.

Donc, sans toutefois traiter directement du mythe, les penseurs de cette école admettraient volontiers son existence puisque ces missions ne découlèrent pas selon eux d'une résolution désintéressée ou pacifiste. En fait, selon Lane Anker, le problème réside plutôt dans la mauvaise communication quant à leurs buts réels auprès de la population¹⁷¹. Cette dernière fut portée à croire que ces missions n'étaient aucunement reliées aux intérêts nationaux. Cette école de pensée se souciera donc plus de la perception reliée à une intervention que de ses objectifs, toujours en assumant que ceux-ci restent en accord avec les valeurs et intérêts du Canada. Toujours selon ces auteurs, le pays devrait choisir la voie qui lui procurera la plus grande influence auprès de la communauté internationale¹⁷². C'est précisément dans cette optique que le Canada ne devrait pas choisir une organisation au détriment d'une autre. Il risquerait alors de s'aliéner une partie de la population mondiale.

Cette approche suggère aussi la mise en place d'une stratégie nationale. Selon Jean-François Lévesque, "l'ONU à elle seule n'est rien. Elle n'aspire qu'à la réalisation de la volonté des ses membres"¹⁷³. Il rappelle ironiquement par la suite que "le Canada en est un"¹⁷⁴. Pour réaliser ses volontés, le Canada devra donc préalablement définir ce qu'il entend réaliser et comment. Par conséquent, le gouvernement devra alors faire preuve d'une pensée stratégique avec toutes ses ramifications.

¹⁶⁹ Ces auteurs définissent les organisations régionales comme étant l'OTAN, l'Union européenne (EU) ou toute coalition formée de façon *ad hoc*. Andrew F. Cooper et Jean-François Lévesque, "A Responsible Global Citizen? Canada Contributions", *International Insights*, Vol. 5, no. 5 (avril 2007): p. 7.

¹⁷⁰ Lane Anker, "Le maintien de la paix et l'opinion publique", *Revue militaire canadienne*, Vol. 6, no. 2 (été 2005): p. 23-32.

¹⁷¹ *Ibid*, p. 29.

¹⁷² *Ibid*, p. 31.

¹⁷³ Andrew F. Cooper et Jean-François Lévesque, "A Responsible Global Citizen? Canada Contributions", *International Insights*, Vol. 5, no. 5 (avril 2007): p. 6.

¹⁷⁴ *Ibid*.

3.1.4 Les points communs aux trois écoles de pensée

Comme il fut déjà mentionné, ces trois écoles de pensée semblent à prime abord diamétralement opposées. L'analyse ci-haute révéla néanmoins que trois points se recoupaient dans leur discours. Premièrement, elles visent toutes l'accroissement du niveau d'influence du Canada dans le monde. Là où elles diffèrent, c'est dans le choix des affiliations qui s'offrent au Canada pour y parvenir. Deuxièmement, ces trois approches s'accordent toutes sur l'inclusion de l'ONU dans la politique internationale canadienne. Certaines lui donneront une place plus importante, mais aucune n'en réfute vraiment l'utilité. Troisièmement, elles exhortent toutes l'usage d'une pensée stratégique. Bien que l'approche du Canada 21 puisse potentiellement mener à un assujettissement de la vision stratégique canadienne à celle de l'ONU, il fut convenu que cette perspective devait être uniquement considérée comme une éventualité. Celle-ci serait évitable en autant que le Canada participe de façon active et très engagée aux discussions de ce forum, et qu'il puisse exercer une influence suffisante pour défendre ses intérêts nationaux. Par souci d'humilité, et pour toute l'encre que firent couler ces trois écoles de pensée, l'auteur acceptera d'emblé ces rapprochements comme des incontournables que devrait satisfaire l'élaboration d'une stratégie internationale canadienne.

3.2 Une stratégie internationale pour le Canada

Le retour des corps de soldats tués en l'Afghanistan témoigne du danger associé aux missions qui sont attribuées aux FC. Il devient donc important que ces opérations découlent d'un processus éclairé et réfléchi. L'assujettissement de la pensée stratégique canadienne à celle de l'ONU, comme l'avait démontré Jean Chrétien lors de l'envoi de troupes au Timor oriental: "nous sommes toujours là, comme des boy-scouts"¹⁷⁵, devient encore plus insuffisante que par le passé. Cette section s'attardera donc aux principes sur lesquels celle-ci devrait s'appuyer et sur sa mise en œuvre.

¹⁷⁵ Mike Trickey et Mark Kennedy, "Chrétien doubts Canada will send 600 soldiers: Forces prepare "like boy scouts" to fulfill request in East Timor", *Ottawa Citizen*, 14 septembre 1999, p. A10.

L'élaboration d'une stratégie nationale devra s'effectuer en trois volets. Tout d'abord, il deviendra nécessaire de composer avec les contraintes relatives aux divers aspects de l'identité nationale canadienne qui pourraient lui faire obstacle. Ensuite, il sera essentiel de débattre des grandes orientations stratégiques internationales que le Canada devrait suivre. Finalement, cette stratégie nécessitera l'apport de certaines institutions nationales qui sont déjà existantes, qui devront être créées ou encore transformées. Cette section couvrira ces trois étapes à tour de rôle.

3.2.1 Les compromis découlant des contraintes d'identité nationale

Avant de poursuivre, il y a d'abord lieu de se remémorer les trois contraintes sociales abordées lors de l'étude sur l'identité du peuple canadien. Ces contraintes, jumelées aux trois rapprochements conceptuels, formeront par la suite, la base de réflexion sur laquelle ce chapitre s'appuiera. Ces trois contraintes sont les suivantes:

- 1- Les Canadiens, en général, ne perçoivent aucune menace immédiate visant leur style de vie;
- 2- la volonté d'exercer une influence dans le monde nécessite une indépendance de pensée et d'actions par rapport aux États-Unis; et
- 3- les valeurs ne sont pas homogènes au sein du pays, ce qui entraîne différentes conceptions sur ce que sont les intérêts fondamentaux du Canada.

Pour pallier à la première contrainte, les décideurs devront faire preuve de transparence. Dans la mesure où une menace serait identifiée, la tâche principale du gouvernement serait non seulement de bien la comprendre, mais aussi de la communiquer clairement à la population. Cette notion lie intimement la première contrainte à la troisième, qui est l'impact des variances dans les valeurs. Mais voilà que l'étude "des dires" du chapitre 1 avait mis en évidence la propension des gouvernements de ne pas toujours faire preuve de transparence. C'est d'ailleurs ce qui permit d'entretenir le mythe des casques bleus. Quoique l'analyse n'en avait toutefois pas directement attribué la cause aux dissensions dans les valeurs canadiennes, elle en laissait tout de même planer le doute en mentionnant que seules les missions du maintien de la paix semblaient obtenir

l'approbation générale. Là résiderait donc tout le problème. Mais serait-ce vraiment justifié d'attribuer les réticences du Québec envers la politique internationale d'Ottawa, par exemple, aux variations dans ses valeurs? Ce mémoire soutient qu'il en va autrement. Walter Dorn mentionne justement que le public canadien devrait être plus souvent consulté, "qu'il est plus intelligent que nous le croyons"¹⁷⁶. Une étude plus exhaustive lui donnera raison. Pierre Martin et Michel Fortmann démontrent qu'effectivement le public canadien est injustement blâmé pour son manque d'enthousiasme en matière de politique internationale. Ils soulignent que ce sont plutôt le manque de confiance envers les politiciens et le manque de transparence dans la politique canadienne qui engendre cet intérêt mitigé. Une hypothèse pourrait donc être avancée à l'effet que ce ne sont pas les différentes valeurs, mais plutôt le manque de confiance du Québec face à la gouvernance d'Ottawa qui pourrait expliquer certaines de ses réticences. Jack Granatstein en fit d'ailleurs l'allusion. Selon lui, tous les Canadiens, y compris les Québécois, pourraient appuyer une politique étrangère visant ouvertement la défense des intérêts nationaux si l'on prenait le temps de bâtir cette relation de confiance¹⁷⁷. Le mémoire acceptera donc cette hypothèse dans le cadre de sa réflexion. Dans le cas contraire, il y aurait lieu de s'interroger sur la pertinence d'une stratégie nationale. Il est aussi de l'avis de cet auteur que la transparence ne puisse qu'augmenter l'unité nationale au lieu de la mettre en péril. Lane Anker rajouterait qu'il est primordial d'expliquer à la population les intérêts poursuivis par le Canada en déployant ses troupes outre-mer, car le temps est maintenant venu d'accroître leur horizon de compréhension sur les enjeux réels de ces missions¹⁷⁸.

Puis vient la deuxième contrainte. Celle-ci fait appel à l'exercice d'une influence indépendante de celle des États-Unis. Pour ce faire, le Canada n'aurait qu'à formuler une stratégie internationale dont les objectifs sont tous reliés aux intérêts nationaux. Elle serait tantôt en accord avec celle des États-Unis, tantôt différente ou peut-être même, en totale opposition. Mais puisque la stratégie canadienne serait issue d'un processus

¹⁷⁶ Walter Dorn, "Peacekeeping: Then, Now and Always", *Canadian Military Journal*, Vol. 6, no. 4 (hiver 2005): p. 106.

¹⁷⁷ J.L. Granatstein, *Whose War is it? How Canada Can Survive In The Post- 9/11 World* (Toronto, ON: HarperCollins, 2007), p. 147.

¹⁷⁸ Lane Anker, "Le maintien de la paix et l'opinion publique", *Revue militaire canadienne*, Vol. 6, no. 2 (été 2005): p. 30.

transparent, les gouvernements n'auraient pas à se soucier de son degré d'indépendance par rapport aux États-Unis, mais uniquement de sa conformité avec les intérêts nationaux canadiens. Le débat politique s'éloignerait ainsi du traditionnel débat qui tourne autour des valeurs pour se déplacer sur la mission, les objectifs et les intérêts nationaux.

C'est donc uniquement en misant sur la transparence et en acceptant de débattre ouvertement des intérêts nationaux de ce pays que l'élaboration d'une stratégie nationale pourra être possible. Il devient maintenant opportun de vérifier quelles pourraient en être les grandes orientations.

3.2.2. Orientations stratégiques

Selon le sénateur Roméo Dallaire, il existe trois options dans le choix d'une stratégie internationale pour une nation: s'assurer de l'étanchéité de ses frontières (*build a wall*), compter sur la résilience de sa population (*survive it*) ou encore régler le problème à la source (*go to the source* – aussi appelé *forward security*)¹⁷⁹. La solution réside bien sûr dans un jumelage des trois. Conséquemment, le vrai choix se dissimule surtout dans la pondération et la priorité que les décideurs accorderont à chacune. Comme il fut démontré lors de l'étude "des faits" du chapitre 1, l'approche traditionnelle du Canada fut principalement la troisième, régler le problème à la source¹⁸⁰.

Le ministre Gordon O'Connor abondait également en ce sens lorsqu'il mentionna, devant la Conférence des associations de la défense en février 2007, que "les trois responsabilités majeures des FC dans le but de faire avancer les intérêts nationaux du Canada étaient:

- 1- servir les Canadiens sans égard à leur lieu de résidence;
- 2- aider à protéger le continent de l'Amérique du Nord
(responsabilité partagée avec les États-Unis); et
- 3- jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale".¹⁸¹

¹⁷⁹ Sénateur Roméo Dallaire, "Le Canada: son rôle comme puissance moyenne" (Conférence, Collège des Forces canadiennes, Toronto, ON, 11 février 2008), avec l'autorisation du conférencier.

¹⁸⁰ Bern Horn, *The Canadian Way of War: Serving the National Interest* (Toronto, ON: Dundurn Press, 2006), p. 383.

¹⁸¹ Gordon O'Conner dans Peter Armstrong Whitworth, "La BIRFA représente-t-elle la contribution canadienne de l'avenir aux opérations onusiennes de maintien de la paix?", *Revue militaire canadienne* (été

Ce faisant, il associait les intérêts nationaux du Canada (stabilité mondiale, liens commerciaux et unité nationale) à un rôle international de premier plan pour les FC. Il soulignait aussi l'importance que son gouvernement accordait à l'approche visant le règlement du problème à la source.

Cette vision était aussi celle que partageaient Louis St-Laurent et Lester B. Pearson. Loin d'être les pacifistes que certains tenteront de dépeindre, ils croyaient tous deux dans l'importance d'un Canada proactif et crédible sur la scène internationale¹⁸². Cette influence se traduira tout d'abord par le maintien de forces crédibles et compétentes, et dans une participation active au sein de l'ONU et l'OTAN¹⁸³. C'est ainsi qu'en 1949, sous la gouverne de Louis St-Laurent, le Canada joignit l'OTAN et que par la suite, il augmentera les effectifs à 120,000 hommes et les budgets de la défense à 7% du PNB au début des années 1950. En guise de comparaison, le budget se situait à approximativement 1.2% du PNB en 2007¹⁸⁴.

L'importance de régler le problème à la source fut donc l'orientation stratégique de prédilection pour le Canada. Cet auteur croit fermement que ce soit aussi celle qui doive prévaloir dans l'avenir, car elle s'harmonise très bien aux trois incontournables présentés plus haut. Tout d'abord, elle contribue à l'influence que veut exercer le Canada sur la scène internationale. Ensuite, elle n'exclut pas l'ONU. Finalement, elle favorise l'effervescence d'une pensée stratégique au sein du pays. Mais, puisque le Canada a traditionnellement opté pour démanteler le problème à la source, il devient donc légitime d'en vérifier l'efficacité.

2007): p. 32. Aussi disponible à http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=2202; Internet; consulté le 24 avril 2008.

¹⁸² J.L. Granatstein, *Whose War is it? How Canada Can Survive In The Post- 9/11 World* (Toronto, ON: HarperCollins, 2007), p. 146.

¹⁸³ Andrew Cohen, *While Canada Slept. How We Lost Our Place in the World* (Toronto, ON: McClelland and Stewart, 2003), p. 69.

¹⁸⁴ J.L. Granatstein, *Whose War is it? How Canada Can Survive In The Post- 9/11 World* (Toronto, ON: HarperCollins, 2007), p. 146.

Or Charles Létourneau, se basant sur l'étude de trois missions (Suez, Balkans et Afghanistan), met en doute l'influence réelle qu'elles apportèrent au Canada¹⁸⁵. Janice Stein n'est toutefois pas d'accord avec cette conclusion. Selon elle, le fait d'être à Kandahar bénéficie grandement au Canada: "Il n'y a actuellement que quatre pays qui décident réellement au sein de l'OTAN: Les États-Unis, la Hollande, l'Angleterre et le Canada", dit-elle¹⁸⁶. Ceci dit, elle admet que cette influence pourrait être encore plus grande si le Canada gérât mieux cette mission¹⁸⁷. Alors, si l'efficacité de cette mission apporte des retombées positives sur l'influence dont bénéficie ce pays, il devient donc approprié de s'informer sur l'efficacité de l'approche qui prévaut actuellement en Afghanistan.

À cet égard, et faute de données plus concrètes, le mémoire utilisera les *principes de la guerre* pour s'en enquérir de façon très sommaire. La doctrine canadienne en comporte dix qui sont: le choix et respect du but, le maintien du moral, l'action offensive, la sécurité, la surprise, la concentration des forces, l'économie d'effort, la flexibilité, la coopération et l'administration¹⁸⁸. Leur pertinence se justifie tout d'abord à cause de la nature militaire des opérations outre-mer, mais surtout de par leur polyvalence. Malgré leur nom (*principes de la guerre*), ils s'appliquent aussi à toute la gamme des opérations possibles, incluant celles du maintien de la paix.

À première vue, trois de ces principes semblent avoir été laissé pour compte dans la façon dont le Canada approche ses opérations: le choix et le respect du but, la concentration des forces et la coopération. Il est intéressant de noter comment ces trois lacunes puissent être intimement liées au manque d'une stratégie nationale (moyens, méthode et objectifs). C'est d'ailleurs ce que Paul Martin reprochait aux politiques

¹⁸⁵ Charles Létourneau, *L'influence canadienne à travers les opérations de paix, 1956 à 2005* (Montréal, QC: CEPES-UQUAM, novembre 2006), p. 106.

¹⁸⁶ Entrevue de Janice Stein, Directrice du Munk Center, Université de Toronto, interviewé par major Erick Simoneau, 31 mars 2008.

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ Ministère de la Défense nationale, B-GA-400-000/FP-000, *Le Doctrine aérospatiale des Forces canadiennes*, (Ottawa, ON: MDN Canada, 2007), p.28.

étrangère et de défense du Canada lorsqu'il décida de les amalgamer en 2005¹⁸⁹. Il reprochait à leur organisations respectives de travailler sur des mandats divergents (principe du choix et respect du but), une piètre coopération (principe de coopération) et qu'en conséquence, leurs efforts n'atteignaient pas l'impact escompté (principe de la concentration des forces)¹⁹⁰. Le Premier ministre Martin regroupa alors ces diverses politiques gouvernementales en une seule qui devint la politique internationale du Canada. C'est aussi dans cette optique qu'il créa l'approche 3-D (Diplomatie, Défense et Développement) suscitant la coopération entre le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, les Forces canadiennes et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Cette nouvelle approche suggérait que le système des "silos" qui prévalait dans les opérations internationales canadiennes, ne fonctionnait plus. L'ancienne représentait en fait la recette parfaite pour un échec stratégique. Il est à noter qu'un tel échec n'aurait pas pu être attribuable à l'inefficacité d'une seule de ces organisations, mais bien à leur manque global de coopération. C'est donc leur manque de synergie qui fut remis en cause. Mais est-ce bien différent depuis l'avènement du 3-D?

Janice Stein, lors d'une entrevue accordée dans le cadre de la rédaction de ce mémoire, répondra qu'il y a eu de l'amélioration depuis 2005. Elle concède que ces trois organisations ont maintenant dépassé le niveau de liaison pour atteindre celui de coopération. Elle en attribue le succès au groupe de travail sur Afghanistan, dirigé par David Mulroney du Bureau du conseil privé¹⁹¹. Ce groupe de travail sur l'Afghanistan a pour mandat précis "d'harmoniser davantage les initiatives de développement et les actions diplomatiques et militaires du Canada en Afghanistan, ainsi que de formuler des politiques et des objectifs communs pour la mission canadienne dans ce pays"¹⁹². Toutefois, toujours selon Stein, cette mission est encore loin de bénéficier d'une approche

¹⁸⁹ Janice Gross Stein et Eugene Lang, *The Unexpected War: Canada In Kandahar* (Toronto, ON: Viking Canada, 2007), p. 259.

¹⁹⁰ *Ibid*, p. 260.

¹⁹¹ Entrevue de Janice Stein, Directrice du Munk Center, Université de Toronto, interviewée par l'auteur, 31 mars 2008.

¹⁹² Karin Phillips, "Afghanistan: Canadian Diplomatic Engagement", Library of Parliament, [en ligne]; accessible à <http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0738-e.htm>; Internet; consulté le 4 avril 2008.

intégrée. Elle souligne que ce sont les différents horizons sur lesquels travaillent ces trois organisations qui en est le principal empêchement¹⁹³. Par exemple, "les Forces canadiennes préconisent les projets de reconstruction qui ont un impact rapide pour répondre aux besoins des Afghans, alors que l'ACDI préfère un engagement à plus long terme, notamment dans le domaine de la gouvernance, même si les effets de cette stratégie ne sont pas nécessairement visibles à court terme"¹⁹⁴. Leurs institutions, équipement et formation respectifs sont donc adaptés en conséquence. Il en résulte aussi l'impossibilité de pouvoir coordonner les objectifs, les moyens et les méthodes entre ces organisations et l'élaboration d'une stratégie en devient d'autant plus irréaliste. La solution devra donc nécessairement passer par l'harmonisation de cet état de fait avant qu'une stratégie internationale efficace et réalisable puisse être envisagée. Pour y parvenir, une centralisation au niveau stratégique se doit d'être considérée. Tant que les budgets seront attribués "en silo", les objectifs pourront difficilement être intégrés. Il s'avère donc important de poursuivre cette réflexion dans le but de déterminer quel genre de modèle institutionnel pourrait être utilisé pour y parvenir.

3.2.3 Les institutions nécessaires

Il y a en ce moment deux modèles qui peuvent servir d'exemples au Canada pour intégrer ses objectifs stratégiques. C'est sans grande surprise que ceux-ci proviennent de deux nations présentement impliquées en Afghanistan, soit les Pays-Bas et le Royaume Uni. Dans le premier cas, le gouvernement néerlandais tente de coordonner ses efforts 3D par une étroite collaboration entre ses ministères. Par exemple, dans le cadre d'opérations internationales, il est de coutume qu'au niveau politique certaines lettres soient signées des trois ministres (Défense, Affaires étrangères et Coopération au

¹⁹³ Entrevue de Janice Stein, Directrice du Munk Center, Université de Toronto, interviewée par l'auteur, 31 mars 2008.

¹⁹⁴ Karin Phillips, "Afghanistan: Canadian Diplomatic Engagement", Library of Parliament, [en ligne]; accessible à <http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0738-e.htm>; Internet; consulté le 4 avril 2008.

développement)¹⁹⁵. Au niveau stratégique, des réunions de coordination hebdomadaires sont tenues afin d'accroître l'efficacité et la maximisation des ressources allouées¹⁹⁶.

L'Angleterre, pour sa part, fait s'appuyer sur le concept de *conflict prevention pools*¹⁹⁷. Ceux-ci sont ni plus ni moins que des budgets où plusieurs ministères puisent les fonds nécessaires pour participer à une opération spécifique. La fonction de ces budgets conjoints est donc de forcer l'unanimité dans les décisions ministérielles afin qu'il en découle des objectifs intégrés et une harmonie opérationnelle sur le terrain. Aucune dépense ne peut ainsi être engagée sans l'accord de tous les ministres impliqués dans une opération donnée. Cette méthode réglerait donc le problème de la piètre coopération interministérielle du Canada qui fut décrit à la section précédente.

Le Canada possède tous les moyens nécessaires pour calquer ces modèles. Le groupe de travail dirigé par David Mulroney est certainement un pas dans la bonne direction. Rappelons que ce groupe, que l'on surnomme "*l'Afghanistan Task Force*", a présentement pour mandat d'harmoniser les objectifs du Canada dans le pays qui lui vaut son surnom¹⁹⁸. À l'instar des Pays-Bas, il en résulte ainsi une meilleure coordination des Forces canadiennes (Défense), du Ministère des Affaires étrangères (Diplomatie) et de l'ACDI (Développement), soit une approche que l'on nommera par la suite les trois D. Cette approche pourrait néanmoins être améliorée à la lumière de ce qui se fait en Angleterre. La force de l'approche anglaise réside dans la formulation de plans d'action synchronisés et acceptés des plus hauts niveaux. Similairement, le modèle canadien pourrait élever le rang actuel associé de la position de David Mulroney à celui de ministre. Celui-ci pourrait avoir comme mandat de gérer tous les efforts 3D canadiens. Incidemment, il se verrait octroyer la totalité de l'enveloppe budgétaire associée à une

¹⁹⁵ Robbert Gabriëls, "A 3D Approach to Security and Development", *Quarterly Journal*, Vol. 6, no. 1 (été 2007): p. 72.

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Taylor Owen et Patrick Travers, "3D Vision: Can Canada reconcile its defence, diplomacy, and development objectives in Afghanistan?", *Walrus*, juillet/ août 2007 [revue en ligne]; accessible à <http://www.walrusmagazine.ca/articles/2007.07.Afghanistan-and-Canada/1/>; Internet; consulté le 7 avril 2008.

¹⁹⁸ Karin Phillips, "Afghanistan: Canadian Diplomatic Engagement", Library of Parliament, [en ligne]; accessible à <http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0738-e.htm>; Internet; consulté le 4 avril 2008.

mission précise et le contrôle opérationnel des troupes militaires, de l'ACDI et du ministère des Affaires étrangères. Il en résulterait toutefois le besoin de lui fournir un état-major capable de formuler les stratégies opérationnelles requises et d'en contrôler l'exécution.

En fait, un tiers de cette organisation existe déjà. Le Commandement des forces expéditionnaires du Canada, mieux connu sous l'acronyme anglais CEFCOM, agit déjà de la sorte sur le plan militaire. Cette organisation a même déjà prouvé qu'elle pouvait opérer sur les 3"D" d'elle-même. Le général Hiller y faisait d'ailleurs allusion en mentionnant "qu'il existait une politique 3D [au Canada] et que seuls les militaires opéraient sur les trois"¹⁹⁹. Ce qu'il manque à CEFCOM pour que cette organisation devienne plus efficace et mieux équilibrée dans une perspective 3D, est un apport en personnel en provenance de l'ACDI et du Ministère des Affaires étrangères. Dans une telle éventualité, CEFCOM devrait bien sûr changer de portefeuille ministériel. Celle-ci serait alors soustraite des FC, pour être placée sous l'égide d'un nouveau ministère, dirigé par un membre d'expérience du cabinet, autre que ceux de la défense, de l'ACDI ou des Affaires étrangères. Ce nouveau ministère opérerait alors au niveau stratégique chapeautant ainsi la stratégie internationale du Canada. La création de cette entité serait comparable à celle du Ministère de la Sécurité publique en 2003²⁰⁰. À l'instar de cette dernière qui visait la coordination des organismes fédéraux sur le plan national, le ministère que ce mémoire propose assurerait l'intégration des efforts diplomatiques, de défense et de développement du Canada sur la scène internationale. Elle permettrait donc l'émergence d'une pensée stratégique 3D et offrirait la possibilité d'être plus proactif et efficace sur la scène internationale. Le caractère permanent d'une telle organisation rendrait effectivement la planification stratégique possible. Bien sûr, le nom de CEFCOM devrait changer pour une appellation moins militaire. Il pourrait ainsi devenir le Ministère de la Contribution stratégique internationale, le MCSI.

¹⁹⁹ General Rick Hillier dans Janice Gross Stein et Eugene Lang, *The Unexpected War: Canada In Kandahar* (Toronto, ON: Viking Canada, 2007), p. 277.

²⁰⁰ "Sécurité publique Canada (SP) a été créé en 2003 pour assurer la coordination de tous les ministères et organismes fédéraux qui ont pour mission de veiller à la sécurité nationale [...]", Ministère de la Sécurité publique, "À notre sujet", <http://www.publicsafety.gc.ca/abt/index-fra.aspx>; Internet; consulté le 30 avril 2008.

Un autre besoin découlant de cette transformation serait celui d'un entraînement commun. Présentement, bien peu d'éléments se recoupent dans la formation des officiers militaires, du personnel de l'ACDI et du Ministère des Affaires étrangères. La situation en Afghanistan démontre clairement que cette situation n'est plus viable. Il est estimé que la vision proposée entraînerait un rapprochement, et ce dès le niveau des cadres intermédiaires, dans la formation du personnel de ces trois organisations.

3.3 L'envers de la médaille

Aussi tentante que puisse sembler cette recommandation, il faut cependant se souvenir que l'approche 3D ne fait toujours pas l'unanimité hors des milieux militaires. Par exemple, le Conseil pour la coopération internationale avait trois messages clés lors de sa comparution devant le Comité permanent de la Défense nationale et des anciens combattants:

- 1- Les actions humanitaires doivent être indépendantes de celles militaires;
- 2- Les droits des personnes affectées par les conflits armés et la protection des populations civiles sont primordiaux; et
- 3- Les fonds de développement doivent être utilisés pour supporter les besoins associés à la pauvreté: le programme d'aide canadien doit être orienté afin d'éliminer la pauvreté mondiale.²⁰¹

Cette position reflète bien le malaise qu'éprouvent certaines organisations humanitaires à s'intégrer aux militaires aux fins d'une approche 3D. Toutefois, ceci n'affaiblit en rien la proposition offerte plus haut. Une planification intégrée, nous l'avons déjà vu, entraînera une harmonie dans les opérations sur le terrain. Cette harmonie ne veut pas nécessairement dire opérer à la même place au même moment, mais peut aussi vouloir dire la synchronisation des ressources et du terrain afin que certaines actions demeurent indépendantes au niveau tactique. Dans cette perspective, l'intégration stratégique se voudrait une amélioration marquée par rapport aux guerres de clochers qui prévalent à ce jour.

²⁰¹ Canadian Council for International Cooperation, "Canada's 3D Approach", extrait d'une présentation devant le Comité permanent de la Défense nationale et des anciens combattants, novembre 2005 [en ligne]; accessible à http://www.ccic.ca/e/docs/002_policy_2005-11_3ds_stand_cttee_dva.pdf; Internet; consulté le 7 avril 2008, p. 1.

3.4 Sommaire

Le Canada doit donc se prévaloir d'une stratégie nationale en appui à sa politique internationale. Historiquement, le Canada a toujours opté pour une approche dite de *Forward Security*. Celle-ci répond très bien aux critères de succès énoncés par les diverses écoles de pensée. Cette politique incite à la formulation d'une vision stratégique, ne rejette pas nécessairement l'ONU comme moyen pour parvenir à ses fins et veille aux intérêts du Canada. Cette politique se doit toutefois d'être transparente. Cette prémisse sera *sine qua non* pour composer avec les contraintes propres à l'identité nationale canadienne. Finalement, pour qu'une telle politique puisse bénéficier d'une stratégie efficace et réalisable, elle se doit d'être pilotée par une institution indépendante. Une telle organisation devrait être dirigée par un ministre ou l'équivalent et regrouper certains éléments des FC, de l'ACDI et du Ministère des Affaires étrangères. Cette direction stratégique harmoniserait ainsi les opérations 3D sur le terrain. Cette approche rencontrerait sans conteste la vision de 2005 d'un Canada fort sur le plan international.

CONCLUSION

Ce mémoire avait pour but de prouver l'existence du mythe des casques bleus et d'en offrir la cause et les solutions envisageables. À cet effet, la discussion jeta premièrement un regard sur les documents officiels en matière de politique de défense et étrangère. Cette étude permit un rapprochement entre ceux-ci et un échantillonnage d'opérations effectuées par les FC depuis la Deuxième Guerre mondiale. La démonstration fut ensuite faite que le rôle des FC était bel et bien d'être aptes au combat, et qu'elles furent pleinement utilisées en ce sens. Il relève donc du mythe d'en croire autrement.

Ce mythe prit toutefois une ampleur difficile à expliquer. Le mémoire suggéra alors qu'il était attribuable au manque d'une stratégie nationale en appui à la politique internationale du Canada. Une étude plus exhaustive des documents officiels nota effectivement l'absence d'une telle stratégie au sein de la politique internationale canadienne. Cette même étude dévoila aussi un manque flagrant de compréhension de la part de la population face aux opérations exécutées par les FC. Bref, dans sa perspective, il n'y avait pas de raison de croire que le rôle des FC n'était pas celui d'être une force de casques bleus. L'analyse des discours officiels révéla que le mythe ne fut jamais vraiment contesté ou contredit. Pour diverses raisons d'identité nationale, il fut même encouragé et soutenu par les politiciens. Tout ceci lui permit de perdurer jusqu'à un point de rupture qui survint avec la mission en Afghanistan. Le retour de soldats canadiens morts au combat troubla la population et suscita leur intérêt quant au rôle des FC au service de leur pays.

L'analyse se poursuivit alors dans une réflexion sur la population canadienne, ses valeurs et ses intérêts. Il s'en dégagèrent trois aspects qui auraient pu contribuer de près ou de loin à l'existence du mythe. Cette réflexion permit d'identifier que le peuple canadien, en général, ne perçoit aucune menace concrète sur son territoire. Ce segment illustra également comment le Canada, qui aspire à exercer une influence sur la scène mondiale, ne doit pas être perçu comme un pays trop proche des États-Unis. Finalement, ce cheminement identifia que les valeurs canadiennes ne sont pas uniformes à travers le Canada, et que toute politique internationale occasionnera *de facto* des pressions sur son unité nationale. L'ensemble de tous ces facteurs eut pour effet de contraindre la politique

internationale canadienne, et donc, la formulation d'une stratégie nationale éventuelle en son support.

La dernière partie du mémoire se voulait une réflexion dans le but d'améliorer cette situation. À cet effet, trois écoles de pensée furent mises à profit afin de bénéficier d'un point de départ. Celles-ci, malgré leurs différences, s'entendent néanmoins sur trois points: l'importance du rôle que le Canada devrait jouer dans le monde, l'inclusion de l'ONU lorsque considérant les diverses stratégies possibles et la volonté de bénéficier d'une vision stratégique dans la gestion de ses relations internationales. Dans cette optique, une attention toute particulière fut alors portée sur la façon d'y parvenir. Il fut déterminé que l'approche traditionnelle du Canada, visant le démantèlement des menaces aussi loin possible des frontières canadiennes soit toujours celle de choix. Cette section détermina aussi que le système des "silos", qui caractérise les actions de l'ACDI, des FC et du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ne peut se perpétuer si le Canada veut devenir plus efficace. Les moyens, les méthodes et les visées sont trop importants et coûteux pour qu'une simple coordination ne puisse engendrer l'efficacité souhaitée. Il s'avèrera donc nécessaire de regarder au delà d'une telle approche et peut-être d'en contempler une d'intégration. Une transformation majeure des institutions fédérales devra cependant être considérée afin d'y subvenir. À cet effet, le mémoire soumit que la création d'une organisation pangouvernementale devrait offrir un bon point de départ. L'auteur a aussi soutenu que la restructuration du Commandement des forces expéditionnaires des FC pour devenir le Ministère de la contribution stratégique internationale (MCSI) du Canada, était une bonne façon d'y parvenir.

Dans tous les cas, une telle transformation, dans l'optique d'agir plus efficacement sur la scène mondiale, occasionnera aussi des pressions. Ces dernières seront le résultat des contraintes découlant des aspects propres à l'identité nationale canadienne. Il faudra donc en venir à se forger une identité proprement canadienne qui ne contraindra pas les élus à devoir entretenir des mythes tels que celui des "casques bleus" dans l'exercice de leurs fonctions. Une nation intègre ne peut se permettre d'envoyer ses soldats risquer leur vie en mission sans pouvoir leur expliquer clairement pourquoi il est important qu'ils le fassent. Une approche transparente, guidée des intérêts nationaux devra donc avoir

préséance. Il en va de la crédibilité du gouvernement, des FC et de l'harmonie au sein d'un Canada fort qu'il en soit ainsi.

BIBLIOGRAPHIE

Abizadeh, Arash. "Historical Truth, National Myths and the Liberal Democracy: On the Coherence of Liberal Nationalism", *Journal of political Philosophy*, Vol.12, no. 3 (2004), p.291-313.

Adams, M. *Fire and Ice: The United States, Canada and the Myth of Converging Values*, Toronto, ON: Penguin, 2003.

Anker, Lane. "Le maintien de la paix et l'opinion publique", extrait de la *Revue militaire canadienne*, Vol. 6, no. 2, (été 2005), p. 23-32.

Barnes, Thomas G. "Canada's Military Capability and Sovereignty at the dawn of the Century", dans *Handbook of Canadian Foreign Policy*, sous la direction de Patrick James, Nelson Michaud et Marc J. O'Reilly, Toronto, ON: Lexington Books, 2006.

Bland, Douglas. "Everything Military Officers Need to Know About Defence Policy-Making in Canada", dans *In Advance or Retreat? Canadian Defence in the 21st Century*, sous la direction de David Rudd, Jim Hansen et Jessica Blitt, Toronto, ON: Canadian Institute of Strategic Studies, 2000, p. 15-29.

Bland, Douglas. "Finding a Defence Policy: The Never-Ending Dynamic", dans *Campaigns for International Security: Canada's Defence Policy at the turn of the Century*, Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 2004.

Bland, Douglas. "The Public Administration of Defence Policy", Chapitre 1, extrait du matériel de cours de l'activité C/DS 522/CDM/SM-1 du cours sur la Gestion de la Défense, Collège des Forces canadiennes, 2007.

Bratt, Duane. "Warriors or Boy Scouts? Canada and Peace Support Operations", dans *Readings in Canadian Foreign Policy: Classic Debates and New Ideas*, sous la direction de Duane Bratt et Christopher J. Kukucha, Don Mills, ON: Oxford University Press, 2007, p. 238-248.

Canada. Bureau du Premier Ministre. "Discours de Stephen Harper en Afghanistan", 13 mars 2006.

Canada. Chef d'état-major de la Défense nationale. "Notes d'allocution du général Maurice Baril lors du Business Council on National Issues – Kosovo", 14 avril 1999 [en ligne]; accessible à http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_e.asp?id=446; Internet; consulté le 22 février 2008.

Canada. Gouvernement du Canada. "Un leadership fort. Un Canada meilleur", *Discours du Trône 2007*, <http://www.sft-ddt.gc.ca/fra/media.asp?id=1364>; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

Canada. Ministère des Affaires étrangères. "Le Canada dans le monde", http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/cnd-world/menu-fr.asp; Internet; consulté le 20 janvier 2008.

Canada. Ministère des Affaires étrangères. Énoncé de politique internationale du Canada, "Fierté et influence: notre rôle dans le monde", <http://geo.international.gc.ca/cip-pic/ips/overview-fr.aspx>; Internet; consulté le 20 janvier 2008.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Canada's Soldiers: Military Ethos and Canadian Values in the 21st Century*, 2005, [revue en ligne]; accessible à <http://www.army.forces.gc.ca/lf/Downloads/CanadasSoldiers.pdf>; Internet; consulté le 12 janvier 2008.

Canada. Ministère de la Défense nationale, B-GA-400-000/FP-000, *Doctrine aérospatiale des Forces canadiennes*, Ottawa: MDN Canada, 2007.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Défis et Engagements: Une politique de défense pour le Canada (Livre blanc 1987)*, Ottawa: Groupe Communication Canada, 1987.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Énoncé de la Défense 2005* [revue en ligne]; accessible à http://www.forces.gc.ca/site/reports/dps/pdf/dps_f.pdf; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *La sécurisation des frontières maritimes du Canada*, Ottawa: MND Canada, 2005.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Le Livre blanc sur la Défense de 1994*, Ottawa: Groupe Communication Canada, 1994 [revue en ligne]; accessible à <http://www.forces.gc.ca/admpol/content.asp?id={D5385C59-1660-4E38-8C3B-684158B534CB}&lang=2>; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

Canada. Ministère de la Défense nationale. "Notes de l'allocation de l'honorable Bill Graham au Royal Military Institute Conference", 22 septembre 2004 [en ligne]; accessible à http://www.mdn.ca/site/newsroom/view_news_e.asp?id=1456; Internet; consulté 2 février 2008.

Canada. Ministère de la Défense nationale. "Notes d'allocation de l'honorable Gordon J. O'Connor à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de la Conférence des associations de la défense", 16 février 2007 [en ligne]; accessible à http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=2202; Internet; consulté le 9 février 2008.

Canada. Ministère de la Défense nationale. "Notes d'allocation de l'honorable Peter G. Mackay à l'intention des étudiants du Collège des Forces canadiennes", 3 décembre 2007

[en ligne]; accessible à http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=2571; Internet; consulté le 22 février 2008.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Point de mire: Stratégie de la Marine pour 2020*, Ottawa: MND Canada, 2001.

Canada. Ministère de la Défense nationale. "Stratégie d'acquisition de la Défense: Le Canada d'abord", http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1973; Internet; consulté le 21 novembre 2007.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *The Future Security Environment 2007-2030 – Draft*, Ottawa: MND Canada, 8 novembre 2007.

Canada. Ministère de la Défense nationale. "Why Are We There?", http://www.forces.gc.ca/site/afghanistan/why_e.asp; Internet; consulté le 23 septembre 2007.

Canada. Ministère des Finances du Canada. "Budget 2001- 2007", <http://www.fin.gc.ca/access/budinfof.html>; Internet, consulté le 18 septembre 2007.

Canadian Council for International Cooperation. "Canada's 3D Approach", extrait d'une présentation devant le Comité permanent de la Défense nationale et des anciens combattants, novembre 2005 [en ligne]; accessible à http://www.ccic.ca/e/docs/002_policy_2005-11_3ds_stand_cttee_dva.pdf; Internet; consulté le 7 avril 2008.

Chapnick, Adam. "The Canadian Middle Power Myth", *International Journal*, Vol. 55, no. 2 (2000), p. 188-206.

Chennoufi, Miloud. "Herméneutique du discours savant de la guerre", thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2008.

Cohen, Andrew. *While Canada Slept. How We Lost Our Place in the World* Toronto, ON: McClelland and Stewart, 2003.

Cooper Andrew F. et Jean-François Lévesque. "A Responsible Global Citizen? Canada Contributions", *International Insights*, Vol. 5, no. 5 (avril 2007), p 1-7.

Couillard, Claude. "La tendance à la baisse", extrait de *Radio-Canada.ca*, 13 février 2008 [revue en ligne]; accessible à <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2008/02/13/001-Exportations-Tendance.shtml>; Internet; consulté le 2 mars 2008.

Cyberpress.ca. "Le Canada aurait pu ne pas aller à Kandahar", <http://www.cyberpresse.ca/article/20080126/CPACTUALITES/80126018>; Internet; consulté le 26 janvier 2008.

Dallaire, Roméo, Sénateur. "Le Canada: son rôle comme puissance moyenne", conférence, Collège des Forces canadiennes, Toronto, ON, 11 février 2008, avec l'autorisation du conférencier.

Delvoie, Louis, A. "Le Canada et les opérations internationales de sécurité: Recherche de justification", extrait de la *Revue canadienne militaire*, Vol 1, no. 2 (été 2000), p. 13-24.

Dorn, Walter. "Peacekeeping: Then, Now and Always", extrait du *Canadian Military Journal*, Vol. 6, no. 4 (hiver 2005), p.105.

Fergusson, J. "In the Research of a Strategy: The Evolution of Canadian Defence Industrial and Regional Benefits Policy", extrait de *The Economics of Offsets Defence Procurement and Countertrade*, sous la direction de S. Martin, York, UK: Harwood Academic Publishers, 1996. p. 107-137.

Fitch, Stephan et Joann Muller. "The Troll Under the Bridge", *Forbes.com*, 15 novembre 2004 [revue en ligne]; accessible à http://www.forbes.com/forbes/2004/1115/134_print.html; Internet; consulté le 2 mars 2008.

Gabriëse, Robbert. "A 3D Approach to Security and Development", *Quarterly Journal*, Vol. 6, no. 1 (printemps 2007), p. 67-73.

Gimblett, LCdr Richard H. "The Canadian Way of War: The Legacy of Operation FRICITION and the Gulf War", <http://www.cda-cdai.ca/symposia/1998/98gimblett.htm>; Internet; consulté le 29 octobre 2007.

Graham, Bill. "Le Canada doit agir comme pacificateur", *Le Soleil*, 3 août 2006, p. 21.

Granatstein, J.L. *Whose War is it? How Canada Can Survive In The Post- 9/11 World*, Toronto, ON: HarperCollins, 2007.

Gravel, Robert, J. "A Different Shade of Blue: Peacekeeping by Confrontation", mémoire de doctorat, Ottawa, Université d'Ottawa, 1995.

Head, Ivan L et autres. *Canada 21: Le Canada et la sécurité commune au XXIe siècle*, Toronto, ON: University of Toronto Press, 1994.

Hellyer, Paul. *One Big Party: To Keep Canada Independent*, Toronto, ON: Chimo Media, 2003.

Hillmer, Norman. "Peacekeeping: Canadian Invention, Canadian Myth", extrait de *Welfare States in Trouble: Historical Perspectives on Canada and Sweden*, sous la

direction de J.L. Granatstein et Sune Akerman, North York, ON: Swedish Canadian Academic Foundation, 1994, p. 159-170.

Hillmer, Norman et J.L. Granatstein. *Empire to Umpire*, 2e éd., Toronto, ON: Nelson, 2008.

Hilton, Colonel D. Craig. "Shaping Commitment: Resolving Canada's Strategy Gap in Afghanistan and beyond", mémoire de recherche, US Army War College, juillet 2007.

Holloway, Steven Kendall. *Canadian Foreign Policy: Defining the National Interest*, Peterborough, ON: Broadview Press, 2006.

Horn, Bernd et autres. *The Canadian Way of War: Serving the National Interest*, sous la direction de Bernd Horn, Toronto, ON: Dundurn Press, 2006.

Jockel, Joseph T. *Canada and International Peacekeeping*, Washington: Center for Strategic and International Studies, 1994, p. 13-23.

Jockel, Joseph T. *The Canadian Forces: Hard Choices, Soft Power*, Toronto, ON: Canadian Institute of Strategic Studies, 1999.

Jones, David. "When Politics Trumps Security: A Washington Vantage Point", *Policy Options*, Vol 26, no.4 (mai 2005), p. 45-50.

Kilcullen, Lcol David. "Countering Global Insurgency: A Strategy for the War on Terrorism", <http://smallwarsjournal.com/documents/kilcullen.pdf>; Internet; consulté 30 novembre 2007.

Kostash, Myrna. *The Next Canada: In Search of Our Future Nation*, Toronto, ON: McClelland & Stewart, 2000.

Landry, Rémi. "La nostalgie des casques bleus", extrait du journal *Le Soleil*, 10 août 2006, p. 23.

Leslie, MGen Andrew. "A Canadian View of The Three-Block War and Beyond", extrait de *Beyond the Three-Block War*, sous la direction de Deborah Bayley et Ewa K. Petruczynik, Toronto, ON: Canadian Institute of Strategic Studies, 2006, p. 21-26.

Létourneau, Charles. *L'influence canadienne à travers les opérations de paix, 1956 à 2005*, Montréal, QC: CEPES-UQUAM, novembre 2006.

Létourneau, Charles et Justin Massie. "L'Afghanistan: Archétype d'une "nouvelle" politique étrangère canadienne?", *Option Politique*, Vol. 27, no. 10 (décembre 2006 – janvier 2007), p. 28-34.

Létourneau, Charles et Massie, Justin. "Les Casques bleus canadiens : une espèce en voie de disparition", *Le Devoir*, 29 mai 2006, p.A7.

Létourneau, Charles et Justin Massie. "Un symbole à bout de souffle? Le maintien de la paix dans la culture stratégique canadienne", extrait de *Études internationales*, Vol. 37, no 4 (décembre 2006), p. 547-573.

Maclean's.ca. "Canada's international reputation is riding high", <http://www.newswire.ca/en/releases/archive/November2006/09/c2439.html>; Internet; consulté le 18 janvier 2008.

MacQueen, Ken. "Maclean's, City news Poll: How the World Sees Canada", http://www.citynews.ca/news/features_17064.aspx; Internet; consulté 24 novembre 2007.

Maloney, Sean M. "Are we really Just Peacekeepers? The Perception Versus the Reality of Canadian Involvement in the Iraq War", extrait de *IRPP Working Paper Series*, no. 2003-02 [revue en ligne]; accessible à <http://www.irpp.org/wp/archive/wp2003-02.pdf>; Internet; consulté le 16 janvier 2008.

Maloney, Sean M. *Canada and UN Peacekeeping: Cold War by Other Means, 1945-1970*, St. Cathrines, ON: Vanwell, 2002.

Maloney, Sean M. "Pourquoi Perpétuer le mythe?", extrait de la *Revue militaire canadienne*, Vol. 8, no. 1 (printemps 2007), p.100-102.

Marten, Kimberly. "Lending Forces: Canada's Military Peacekeeping", extrait de *Handbook of Canadian Foreign Policy*, sous la direction de Patrick James, Nelson Michaud et Marc J. O'Reilly, Toronto, ON: Lexington Books, 2006.

Martin, Pierre et Michel Fortmann. "Public Opinion: Obstacle, Partner, or Scapegoat?", extrait de *Policy Options*, Vol. 22, no. 1 (janvier – février 2001), p. 66-72.

McSweeney, Bill. *Security, Identity and Interests. A Sociology of International Relations*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999.

Melady, John. *Pearson's Prize: Canada and The Suez Crisis*, Toronto, ON: The Dundurn Group, 2006.

Morton, Desmond. *A Military History of Canada. From Champlain to Kosovo*, 4ième édition, Toronto, ON: McClelland and Stewart, 1999.

Morton, Desmond. "On Guard for Us? The state of Canada's Military", <http://www.mcgill.ca/news/2003/fall/morton/>; Internet; consulté le 27 novembre 2007.

Morton, Desmond. *Understanding Canadian Defence*, Toronto, ON: Penguin Canada, 2003.

Off, Carol. *The Ghosts of the Medak Pocket: The Story of Canada's Secret War*, Toronto, ON: Vintage, 2004.

Owen, Taylor et Patrick Travers. "3D Vision: Can Canada reconcile its defence, diplomacy, and development objectives in Afghanistan?", extrait de *Walrus*, juillet/ août 2007 [revue en ligne]; accessible à <http://www.walrusmagazine.ca/articles/2007.07.Afghanistan-and-Canada/1/>; Internet; consulté le 7 avril 2008.

Panetta, Alexandra. "Harper annonce une hausse des dépenses militaires", extrait de *cyberpresse*, 21 février 2008 [revue en ligne]; accessible à <http://www.cyberpresse.ca/article/20080221/CPACTUALITES/80221200/1025/CPACTUALITES>; Internet; consulté le 22 février 2008.

Phillips, Karin. "Afghanistan: Canadian Diplomatic Engagement", Library of Parliament, [en ligne]; accessible à <http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0738-e.htm>; Internet; consulté le 4 avril 2008.

Richter, Andrew. "Forty Years of Neglect, Indifference, and Apathy: The Relentless Decline of Canada's Armed Forces", extrait de *Handbook of Canadian Foreign Policy*, sous la direction de Patrick James, Nelson Michaud et Marc J. O'Reilly, Toronto, ON: Lexington Books, 2006.

Rioux, Jean-Sébastien. "Canadian Official Development Assistance Policy: Juggling the National Interest and the Humanitarian Impulse", extrait du *Handbook of Canadian Foreign Policy*, sous la direction de Patrick James, Nelson Michaud et Marc J. O'Reilly, Landam, MD: Lexington Books, 2006, p. 209-233.

Rogel, Carole. *The Breakup Of Yugoslavia and the War in Bosnia*, Westport, Connecticut: Greenwood Press, 1998.

Roussel, Stéphane et Chantal Robichaud. "L'état postmoderne par excellence? Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada", extrait de *Études internationales*, Vol. 35, no.1 (mars 2004), p. 149-170.

St-Laurent, Louis. "The Foundations of Canadian Policy in World Affairs", *Duncan & John Gray Memorial Lecture*, 13 janvier 1947 [en ligne]; accessible à <http://www.geocities.com/rwvong/future/stlaurent.html>; Internet; consulté le 28 janvier 2008.

Smith, Allan. "Le Canada : une nation américaine? Réflexions sur le continentalisme, l'identité et la mentalité canadienne", extrait des *Études internationales*, Vol. 37, no. 4 (décembre 2006), p.668-670.

Stairs, Denis. "The Menace of General Ideas in the Making and Conduct of Canadian Foreign Policy", extrait de la lecture au *O.D. Skelton Memorial*, Ottawa: Department of Foreign Affairs and International Trade, 25 octobre 2006. p. 1-28.

Stein, Janice Gross et Eugene Lang. *The Unexpected War: Canada In Kandahar*, Toronto, ON: Viking Canada, 2007.

Stone J. Craig et Binyam Solomon. "Canadian Defence Policy and Spending", extrait de *Defence and Peace Economics*, Vol. 16, no.3 (juin 2005), p. 145-169.

Taylor, Scott et Brian Nolan. *Tested Mettle: Canada's peacekeepers at War*, Ottawa, ON: Esprit de Corps Books, 1998, p. 123-143.

The Strategic Counsel. "A Report to the Globe and Mail and CTV: Economy, Leader Positives/Negatives, Afghanistan, Carbon Tax – January 14, 2008", http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf; Internet; consulté le 15 janvier 2008.

Trickey, Mike et Mark Kennedy. "Chrétien doubts Canada will send 600 soldiers: Forces prepare "like boy scouts" to fulfill request in East Timor", extrait du *Ottawa Citizen*, 14 septembre 1999, p. A10.

Valpy, Michael. "The Myth of Canada as Peacekeeper", extrait *Globe and Mail*, 28 février 2007 [revue en ligne]; accessible à <http://www.theglobeandmail.com/servlet/story/RTGAM.20070228.wxpeacekeeping28/BNStory/Afghanistan/home/?pageRequested=all>; Internet; consulté le 15 janvier 2008.

Van Creveld, Martin. *The Changing Face of War: Lessons of Combat, from the Marne to Iraq*, New York: Ballantine Books, 2006.

Wagner, Eric. "Un royaume pacifique? Le mythe canadien du maintien de la paix et la Guerre froide", extrait du *Revue militaire canadienne*, Vol 7, no. 4 (hiver 2006-2007), p. 45-54.

Ward, John. "Future Peace Keeping Likely Means More Combat, Experts Say", extrait de *Knowledge Driven Revolution* (19 mars 2007), [revue en ligne]; accessible à http://www.knowledgedrivenrevolution.com/Articles/200703/20070319_CAN_Peacekeeping_Change.htm; Internet; consulté le 15 janvier 2007.

Welsh, Jennifer. *At Home In The World: Canada's Global Vision for the Twenty-First Century*, Toronto, ON: Harper Collins, 2004.

Whitworth, Peter Armstrong. "La BIRFA représente-t-elle la contribution canadienne de l'avenir aux opérations onusiennes de maintien de la paix?", extrait de la *Revue militaire canadienne*, Vol. 8, no. 42 (été 2007), p.25-34.